



**B U R K I N A F A S O**  
↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑↑  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣▣  
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

au 2ème trimestre 2015

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 02/2015

# SOMMAIRE

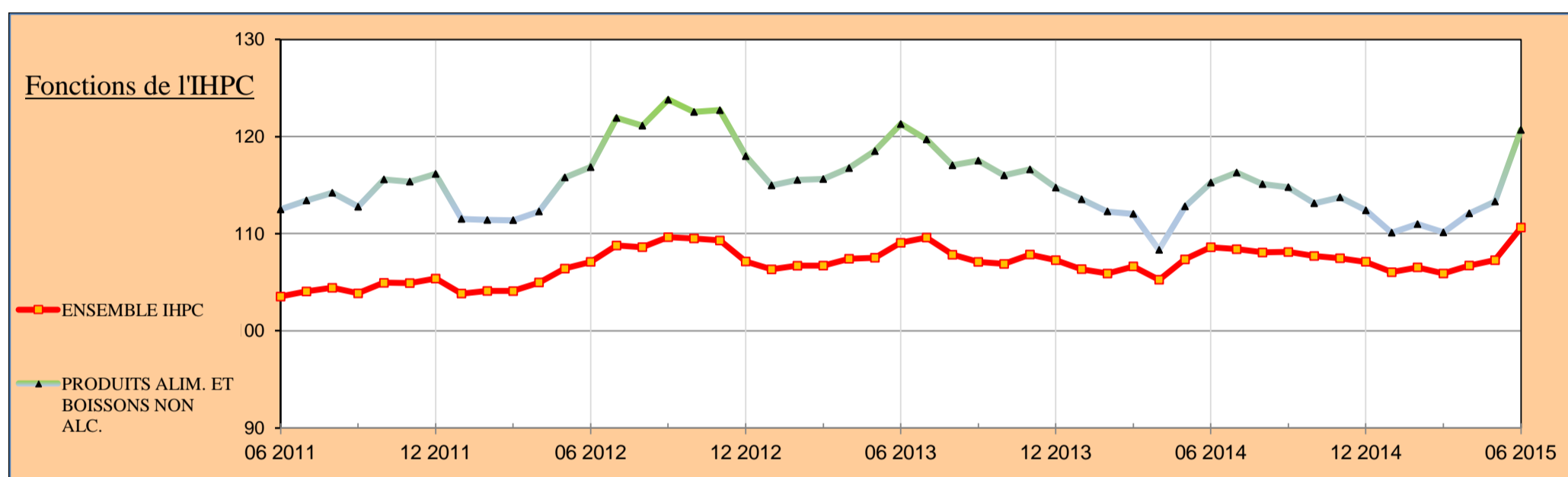
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>9</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>14</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>17</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>22</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>23</b>

## Secteur réel

Le deuxième trimestre 2015 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse du niveau général des prix à la consommation, sous l'effet principal de la flambée des prix des produits alimentaires. Cette hausse est atténuée par la baisse des prix des services de transport. On observe de même une hausse de l'activité économique dans la plupart des sous-secteurs des industries.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>107,1</b>	<b>108,2</b>	<b>107,4</b>	<b>106,2</b>	<b>108,2</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,1%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	112,1	115,4	113,1	110,4	115,4	4,5%	2,9%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,6	100,2	99,1	97,3	99,1	1,9%	-0,5%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	117,8	116,6	117,5	119,4	120,6	1,0%	2,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,8	98,8	98,6	98,3	98,3	0,0%	-0,5%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	114,6	114,6	114,7	112,5	110,6	-1,6%	-3,5%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,3	96,3	96,4	96,3	96,4	0,2%	0,2%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	108,1	108,1	108,1	0,0%	3,6%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	113,2	113,6	112,8	111,2	114,7	3,2%	1,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,0	104,9	104,9	105,0	105,0	0,0%	-0,1%



Le deuxième trimestre de 2015 a été marqué par le retour à la hausse du niveau général des prix à la consommation en variation trimestrielle. En effet, après des baisses de 0,7% et de 1,2% enregistrées au quatrième trimestre 2014 et au premier trimestre 2015 respectivement, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,9%. Cette reprise de l'inflation trimestrielle s'explique par le retour à la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+4,5%), des services d'hôtellerie et de restauration (+3,2%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+1,9%).

En glissement annuel, on note une hausse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2014. C'est également un retour à la hausse, puisque l'indice des prix avait stagné aux 3ème et 4ème trimestres 2014 et baissé au premier trimestre 2015. Cette hausse en variation annuelle reste surtout liée au niveau élevé, par rapport au même trimestre de 2014, des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,9%), mais aussi du coût de l'enseignement privé (+3,6%), du coût de l'énergie et des services de logement (+2,4%) et des tarifs appliqués par les "restaurants et hôtels" (+1,4%).

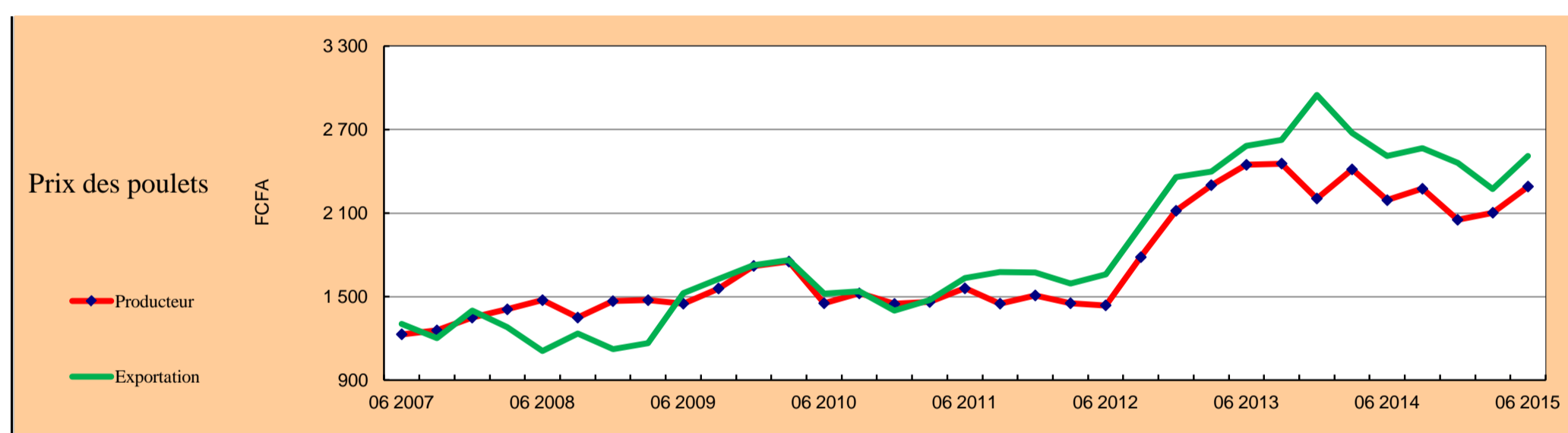
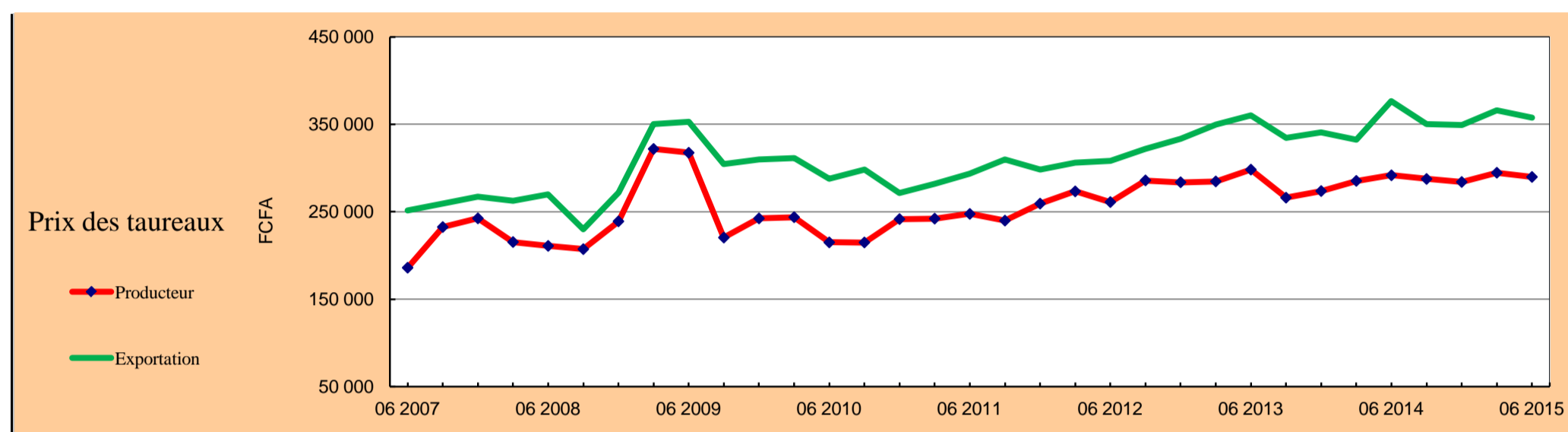
La montée des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » serait impulsée par un renchérissement des prix de plusieurs céréales non transformées sur les marchés, notamment différentes variétés de riz, le petit mil, le maïs blanc, les farines, le pain et le poulet local.

En fin juin 2015, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (+0,3%) contre (-0,8%) en fin juin 2014. La poursuite des mesures gouvernementales contre la vie chère et la perspective d'une bonne campagne agricole pourraient contribuer à une maîtrise de l'inflation sur le reste de l'année.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	291 750	287 556	284 100	294 669	289 867	-1,6%	-0,6%
Prix à l'exportation du taureau	376 460	350 293	349 145	366 162	357 496	-2,4%	-5,0%
Prix au producteur du bélier	38 758	39 513	38 221	39 182	37 944	-3,2%	-2,1%
Prix à l'exportation du bélier	49 622	53 444	50 076	52 950	50 282	-5,0%	1,3%
Prix au producteur du bouc	22 996	21 395	20 818	23 175	22 545	-2,7%	-2,0%
Prix à l'exportation du bouc	33 971	32 944	32 050	33 945	33 051	-2,6%	-2,7%
Prix au producteur du poulet	2 193	2 275	2 052	2 103	2 291	8,9%	4,5%
Prix à l'exportation du poulet	2 512	2 566	2 462	2 273	2 511	10,4%	0,0%
Prix au producteur de la pintade	2 275	2 439	2 277	2 011	2 383	18,5%	4,7%
Prix à l'exportation de la pintade	2 509	2 517	2 370	2 237	2 508	12,1%	0,0%



Au deuxième trimestre 2015, le marché des animaux s'est caractérisé par une baisse générale des prix du bétail et une hausse des prix moyens de la volaille comparativement à leurs niveaux du trimestre précédent.

L'évolution du prix moyen du taureau a affiché une tendance baissière de 1,6% sur les marchés de production et de 2,4% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. Cette même tendance est observée en glissement annuel avec -0,6% sur les marchés de production et -5,0% sur les marchés d'exportation.

Concernant les prix moyens des petits ruminants, ils ont également connu une baisse par rapport au trimestre précédent. En effet, le prix moyen du bélier est passé de 39 182 FCFA au premier trimestre 2015 à 37 944 FCFA au deuxième trimestre 2015 sur les marchés de production et de 52 950 FCFA au premier trimestre 2015 à 50 282 FCFA au deuxième trimestre 2015 sur les marchés d'exportation. Les mêmes tendances sont observées pour les mercuriales du bouc. Cependant en glissement annuel, le prix moyen du bouc est en hausse de 1,3% sur les marchés d'exportation.

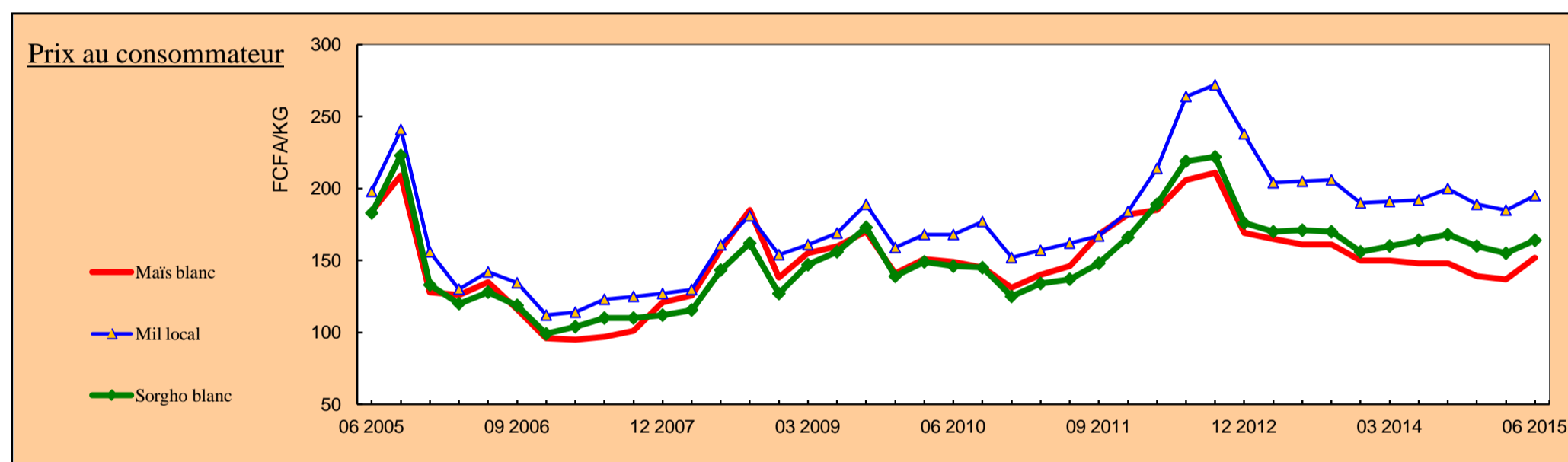
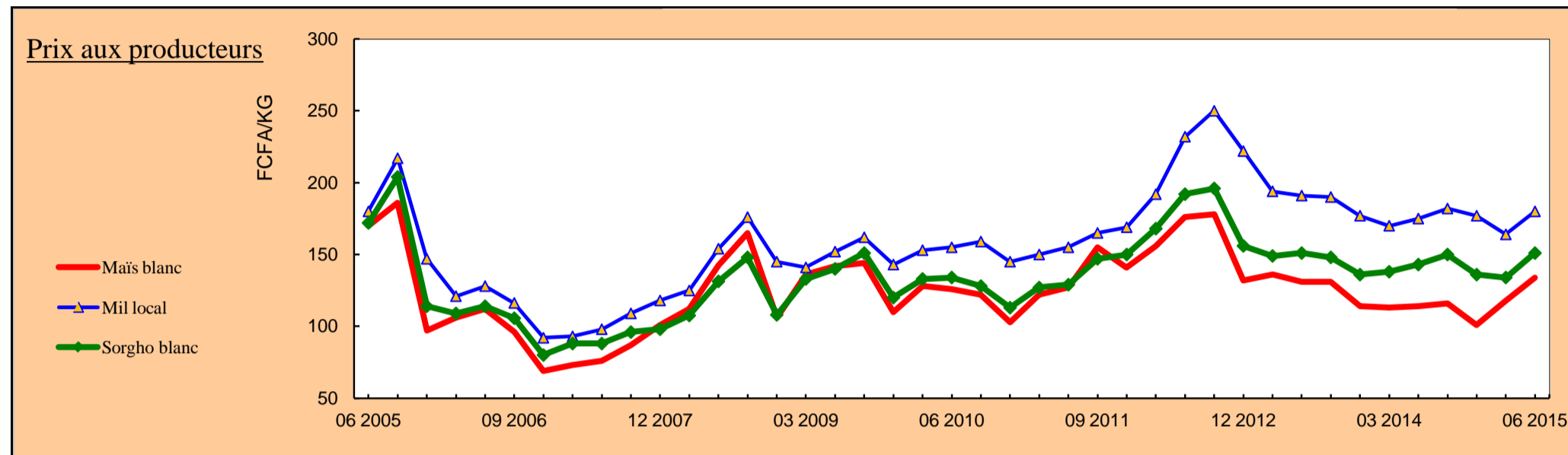
Les baisses trimestrielles des prix du taureau, du bélier et du bouc pourraient s'expliquer d'une part par le mauvais état d'embonpoint des animaux présentés sur les marchés et d'autre part par une baisse de la demande sans doute liée à la baisse de l'activité commerciale sur les marchés.

Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble une hausse par rapport à leur niveau du premier trimestre 2015. Elle est de +8,9% pour le poulet et +18,5% pour la pintade sur les marchés de production; et de +10,4% pour le poulet et +12,1% pour la pintade sur les marchés d'exportation. Dans l'ensemble, la hausse des prix s'expliquerait principalement par une baisse de l'offre due à l'apparition de la grippe aviaire (fermeture des frontières pour l'exportation de volaille en destination de la Côte d'Ivoire) et une hausse de la demande sur les marchés intérieurs pendant les fêtes de Pâques et du Ramadan.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	114,0	116,0	101,0	118,0	134,0	13,6%	17,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	148,0	148,0	139,0	137,0	152,0	10,9%	2,7%
Prix au producteur du mil local	175,0	182,0	177,0	164,0	180,0	9,8%	2,9%
Prix au consommateur du mil local	192,0	200,0	189,0	185,0	195,0	5,4%	1,6%
Prix au producteur du sorgho blanc	143,0	150,0	136,0	134,0	151,0	12,7%	5,6%
Prix au consommateur du sorgho blanc	164,0	168,0	160,0	155,0	164,0	5,8%	0,0%



Le deuxième trimestre de l'année 2015 a été marqué par une bonne disponibilité céréalière sur les marchés. Bien que jugée en légère baisse par rapport au trimestre précédent, cette disponibilité a été satisfaisante. Une hausse de la demande par rapport au trimestre précédent a été observée sur la plupart des marchés, surtout en fin de trimestre. Cette hausse est normale et est principalement due à une baisse du stock des ménages qui deviennent de plus en plus dépendant du marché avec l'entrée dans la période de soudure.

Quant aux céréales, leurs prix ont progressivement évolué en hausse au cours de ce deuxième trimestre pour atteindre des moyennes de 195 FCFA le kilogramme pour le mil, 164 FCFA pour le sorgho et 152 FCFA pour le maïs. Cet accroissement des prix des céréales s'explique principalement par la saisonnalité de ces produits mais aussi par une hausse de la demande sur les marchés suite à l'amenuisement des stocks ménages. Le prix du mil a évolué avec des variations de +5,4% par rapport au trimestre précédent, de +1,6% par rapport au deuxième trimestre de l'année passée (2014) et de -2% par rapport à la moyenne quinquennale. La baisse de la production du mil par rapport à l'année passée et la hausse de la demande à l'approche de la période de soudure expliqueraient cette tendance haussière des prix. Pour le sorgho, il est ressorti une hausse de 5,8% sur les marchés de détail par rapport au trimestre précédent. Une stabilité et une légère baisse de 2% ont été enregistrées respectivement par rapport au même trimestre de 2014 et à la moyenne quinquennale. Le prix moyen du maïs a enregistré une hausse de 10,9% par rapport au premier trimestre 2015. Cette variation pourrait s'expliquer par une hausse de la demande contre une baisse de l'offre. De plus, la réduction du nombre de boutiques témoins pour la vente à prix social intervenue depuis le début de l'année pourrait être un facteur explicatif indirect de cette hausse de prix surtout dans un contexte actuel d'une forte demande céréalière. Par rapport à l'année passée pour le même trimestre, une légère variation de +2,7% a été observée. Enfin par rapport à la moyenne quinquennale, c'est une baisse de 6% qui a été enregistrée.

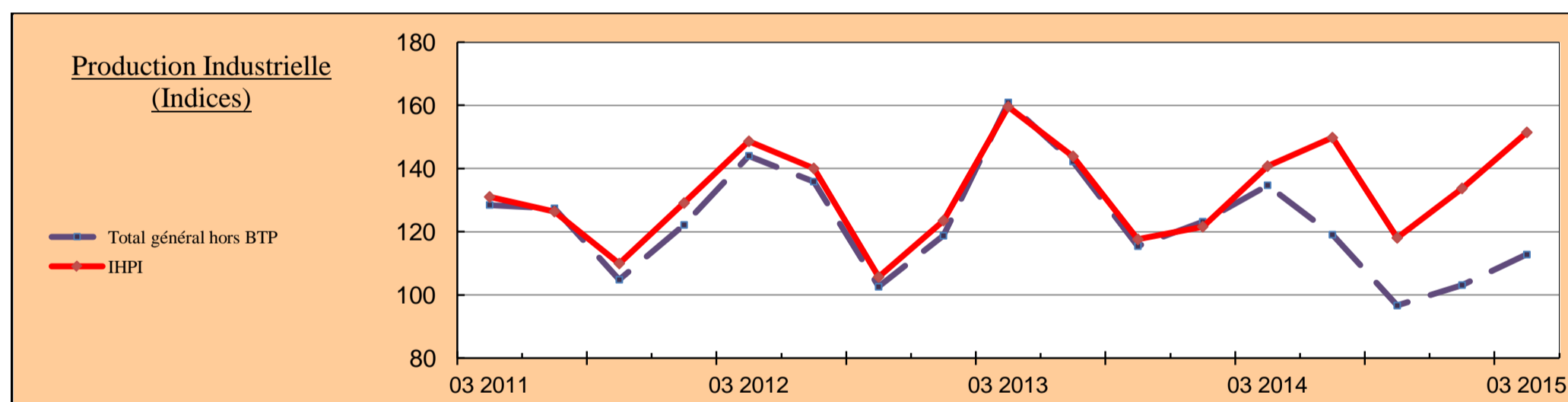
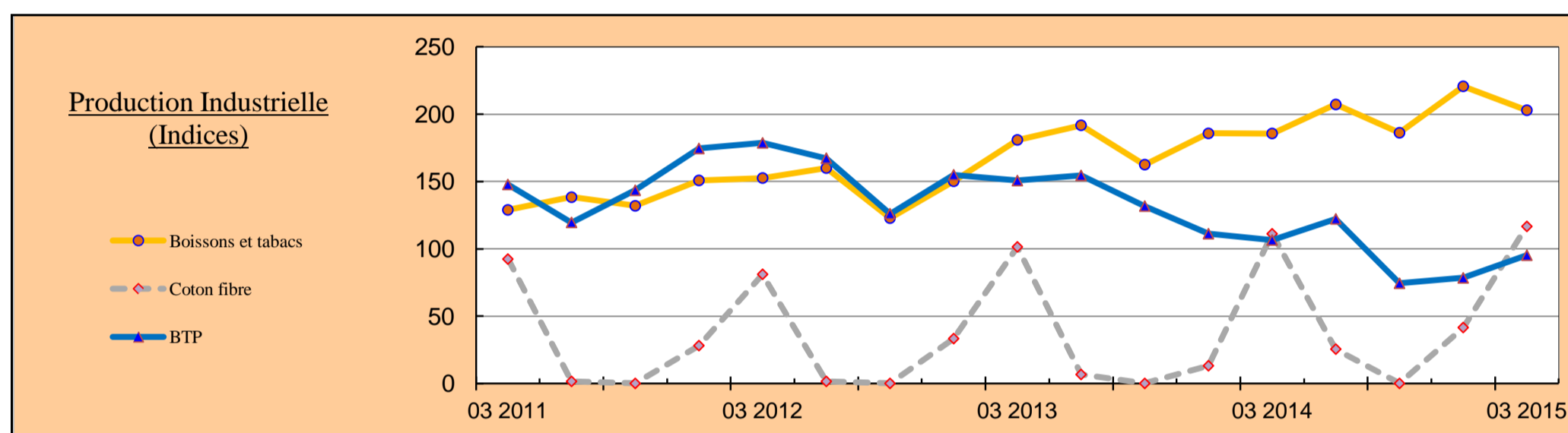
Les prix des céréales les plus élevés du trimestre demeurent sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Djibo et Dori), du Centre (Sankaryaré) et de l'Est (Bogandé) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 16 000 FCFA pour le maïs, 17 000 FCFA pour le sorgho et 21 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), de l'Est (Kompienga), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Founzan, Faramana) et les Cascades (Douna) avec des moyennes de 13 500 FCFA le sac de maïs, 14 000 FCFA le sac de sorgho et 18 500 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.R.H.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.



### INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	111,2	25,5	0,0	41,5	116,6	181,0%	4,9%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	165,1	168,3	154,6	192,6	187,0	-2,9%	13,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	107,1	36,7	11,6	43,8	116,7	166,4%	9,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 146,3	1 019,9	897,1	985,2	1 008,6	2,4%	-12,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	143,0	152,7	121,0	140,0	142,2	1,5%	-0,5%
BOISSONS ET TABAC	185,7	207,2	186,2	220,7	203,0	-8,0%	9,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	143,0	152,7	121,0	140,0	142,2	1,5%	-0,5%
BOULANGERIES, MEUNERIES	137,2	129,9	134,9	144,2	139,1	-3,6%	1,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	123,6	88,6	89,3	136,5	156,7	14,8%	26,8%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	65,8	150,2	128,4	66,8	117,0	75,2%	77,8%
INDUSTRIES CHIMIQUES	76,6	77,3	73,8	63,2	77,0	21,8%	0,5%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	4,6	9,7	23,6	6,9	13,4	93,6%	189,1%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	107,4	165,4	132,9	126,9	162,8	28,3%	51,5%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	106,5	122,2	74,4	78,4	95,2	21,5%	-10,6%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>134,7</b>	<b>119,1</b>	<b>96,6</b>	<b>103,1</b>	<b>112,8</b>	<b>9,4%</b>	<b>-16,3%</b>
<b>IHPI</b>	<b>140,7</b>	<b>149,8</b>	<b>118,1</b>	<b>133,7</b>	<b>151,5</b>	<b>13,3%</b>	<b>7,6%</b>



Au premier trimestre 2015, l'activité industrielle a poursuivi sa croissance amorcée depuis le quatrième trimestre 2014. Cela est dû à la hausse de la production constatée simultanément dans la plupart des secteurs d'activité industrielle. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) est passé à 151,5, enregistrant ainsi une hausse de la production dans l'industrie en glissements trimestriel (+13,3%) et annuel (+7,6%).

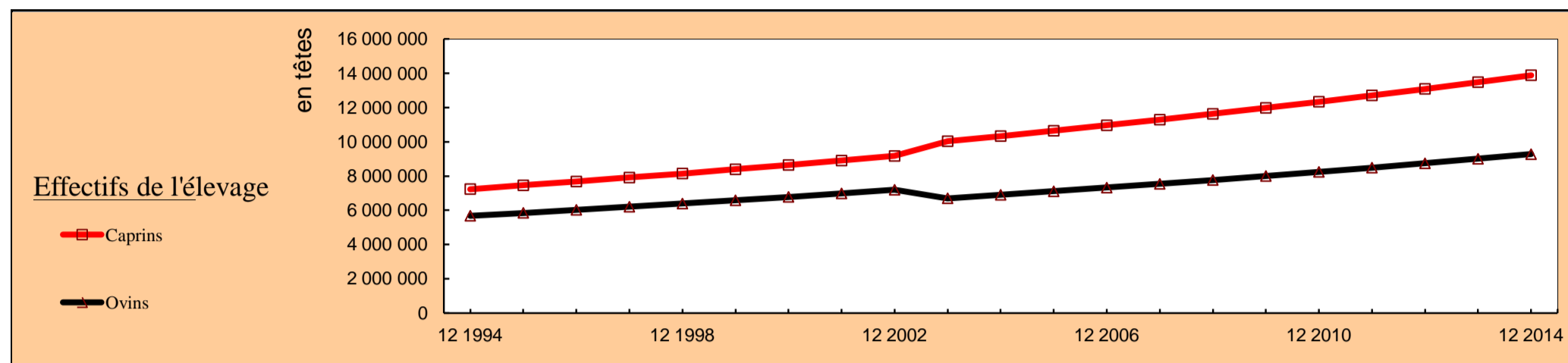
L'industrie textile, celle des matériaux de construction et le sous-secteur "eau, électricité et gaz", sont les principaux sous-secteurs industriels qui ont contribué à cette hausse de l'IHPI. En effet, l'indice de l'industrie textile, entraînée par la reprise de l'activité saisonnière d'égrenage de coton, enregistre une hausse plus importante en glissement trimestriel (+166,4%) qu'en glissement annuel (+9,0%). Aussi, l'industrie énergétique a connu une hausse de 28,3% en glissement trimestriel. Cette croissance de l'indice du secteur est cependant plus marquée par rapport au premier trimestre 2014 (+51,5%). Quant au secteur du BTP, il a évolué positivement seulement en glissement trimestriel. L'indice des matériaux de construction a ainsi connu une hausse de 21,5% en glissement trimestriel et enregistré une baisse de 10,6% en glissement annuel.

Seules les industries alimentaires, de boissons et de tabac enregistrent une baisse de production en glissement trimestriel. En effet, l'indice de ce secteur a enregistré une baisse de 2,9%, due principalement à la baisse de la production de boissons et de tabac (-8,0% en glissement trimestriel). Par contre, en glissement annuel, l'indice est en hausse de 13,3%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Effectif de bovins (en têtes)	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	37 512	38 638	39 797	40 991	42 220	3,0%	3,0%

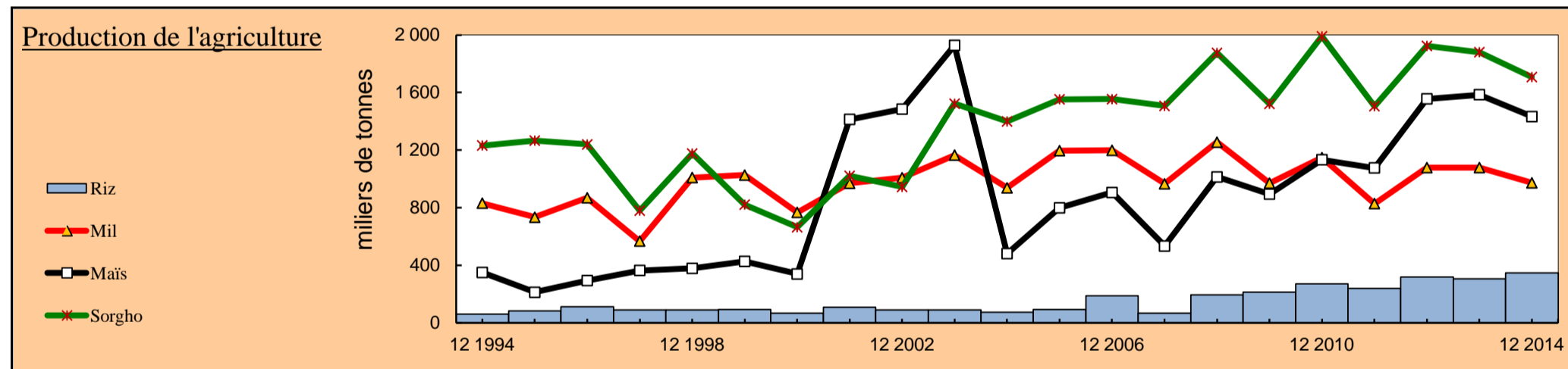


En attendant la réalisation de la première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC I) qui connaît des difficultés de financement, les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) constituent la base de projection et d'estimation des effectifs du cheptel. L'estimation des effectifs du cheptel en fin d'année 2014 au niveau national présenté ci-dessus donne un croît global depuis 2003 de 24,3% pour les bovins, de 38,4% pour chacune des espèces ovine, caprine et pour la volaille.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Production brute totale de céréales	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	-0,5%	-8,2%
dont : Production brute de mil	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	-4,1%	-9,8%
dont : Production brute de sorgho	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	-3,8%	-9,2%
dont : Production brute de maïs	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	6,0%	-9,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	270 658	240 865	319 390	305 382	347 501	6,4%	13,8%



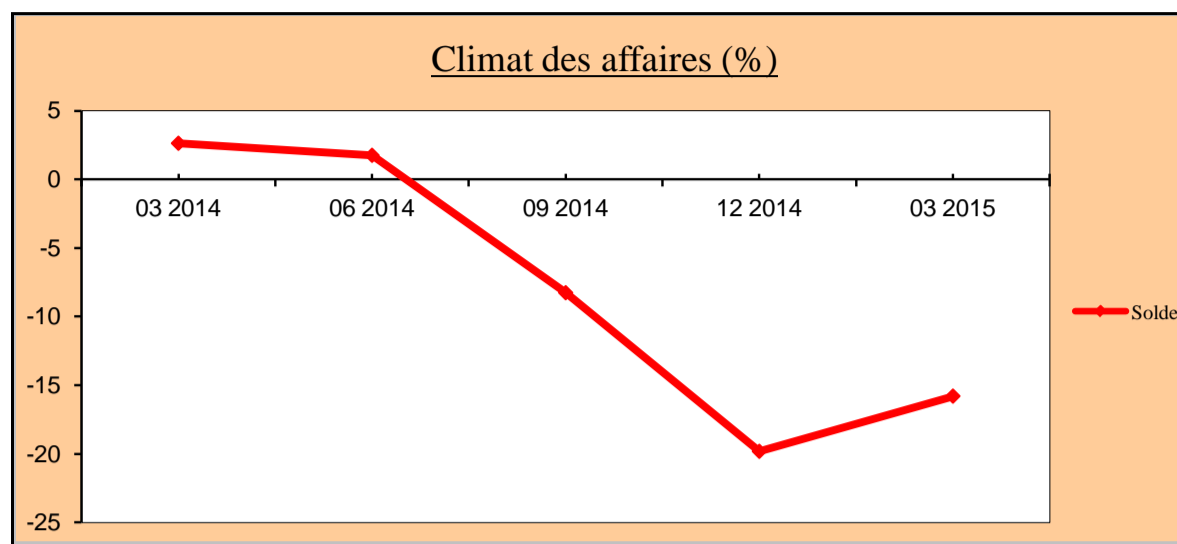
Le deuxième trimestre de l'année 2015 a été marqué par le lancement de la campagne agricole 2015/2016 de la saison hivernale. La cérémonie de lancement s'est effectuée à Yako dans la province du Passoré sous le thème « Promouvoir la vulgarisation des technologies innovantes pour une amélioration durable de la productivité des exploitations agricoles familiales ». Environ 5 millions de tonnes, soit une hausse de 12,5% par rapport à la saison écoulée est attendue pour cette présente campagne agricole.

Pour parvenir à l'objectif de 5 millions de tonnes, le Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire et ses partenaires comptent apporter un soutien et un accompagnement au monde rural dans plusieurs domaines; notamment le développement durable des aménagements hydro-agricoles et de l'irrigation, des productions agricoles, ainsi que la promotion de l'économie agricole et de la sécurisation foncière.

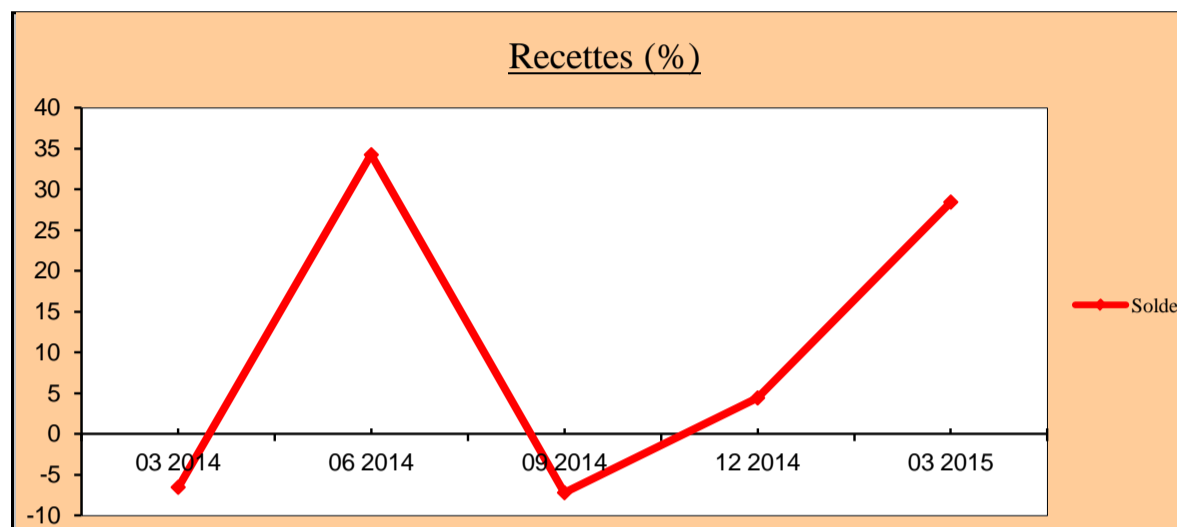
En marge de cette activité importante pour le monde agricole, un autre lancement, celui du projet Neer-tamba, est intervenu. Il s'agit d'un projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural des régions du Nord, du Centre-Nord et de l'Est, soutenu financièrement par le Fonds international de Développement agricole (FIDA) afin d'appuyer les populations cibles à renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur dans la construction d'un tissu économique et social durable. Ce projet, d'un montant de 56 649 100 000 FCFA, aura pour axes d'interventions suivant :

- l'accroissement de la résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques ;
- l'accession des ménages à une capacité d'autonomie économique et financière suffisante;
- la construction et le renforcement d'un tissu social et économique favorable et incitatif à l'autonomisation des populations cibles.

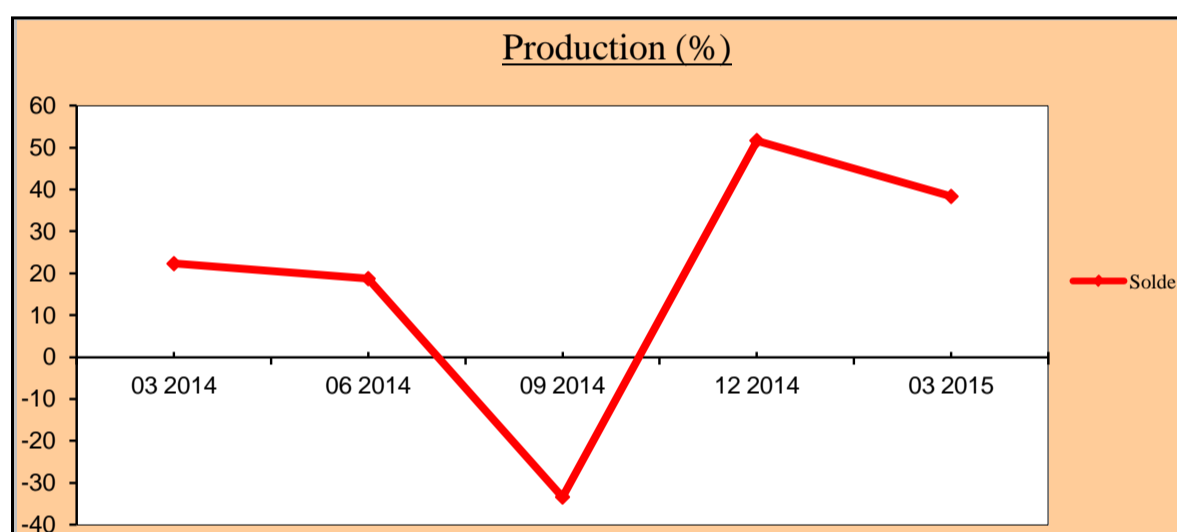
Sources : M.A.H.R.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

**SOLDES D'OPINION****Climat des affaires**

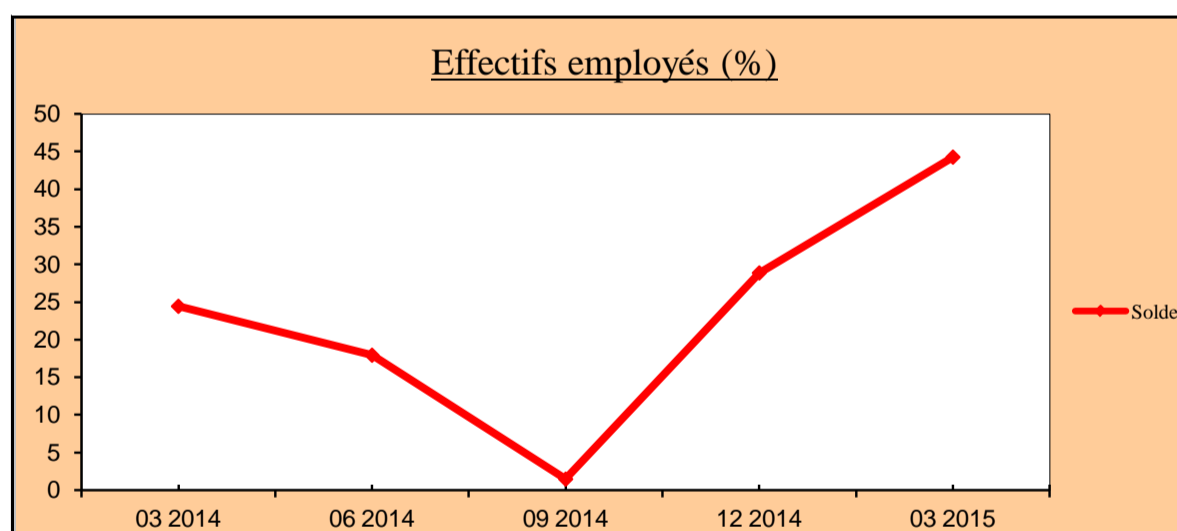
Contrairement aux attentes des chefs d'entreprises exprimées au quatrième trimestre 2014, le climat des affaires s'est détérioré au premier trimestre 2015 comparé au dernier trimestre de 2014. Cette dégradation de l'environnement économique au cours des trois derniers trimestres témoigne de la persistance des effets de la crise sociopolitique de 2014 sur l'économie.

**Recettes**

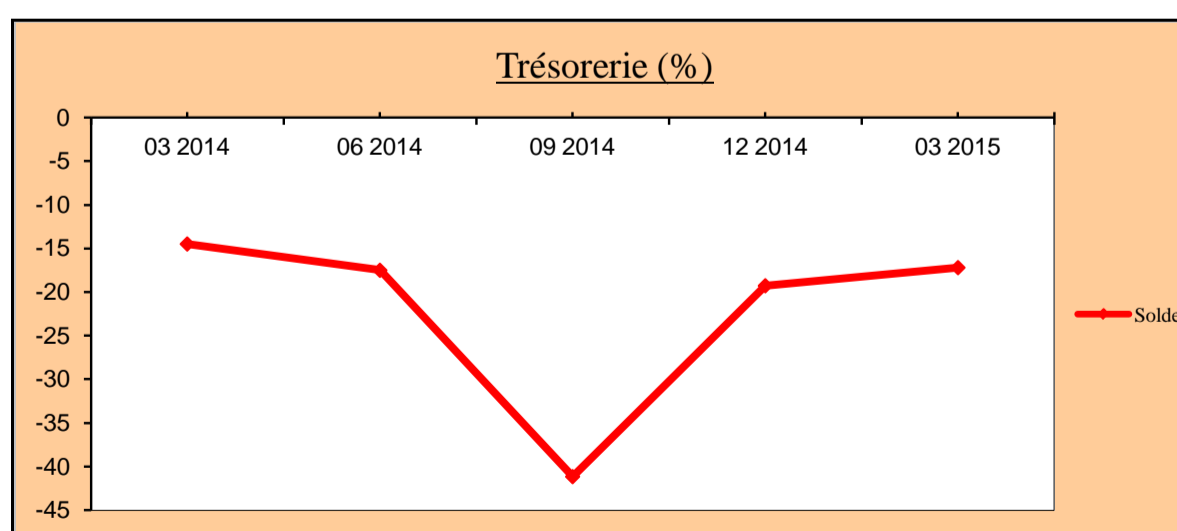
Néanmoins, par rapport au quatrième trimestre 2014, les ventes ont maintenu au premier trimestre 2015 leur tendance à la hausse entamée un trimestre plus tôt.

**Production**

Aussi, pour soutenir les ventes, la production épouse la tendance que celles-ci et demeure en hausse pour le deuxième trimestre consécutif.

**Effectifs employés**

Malgré un environnement économique peu favorable, les effectifs employés continuent de croître.

**Trésorerie des entreprises**

Après toute une année de tensions, la situation de la trésorerie des entreprises n'est guère reluisante. Cette situation ne s'est pas pour autant améliorée pour le premier 2015 où les tensions de trésorerie ont continué de persister.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

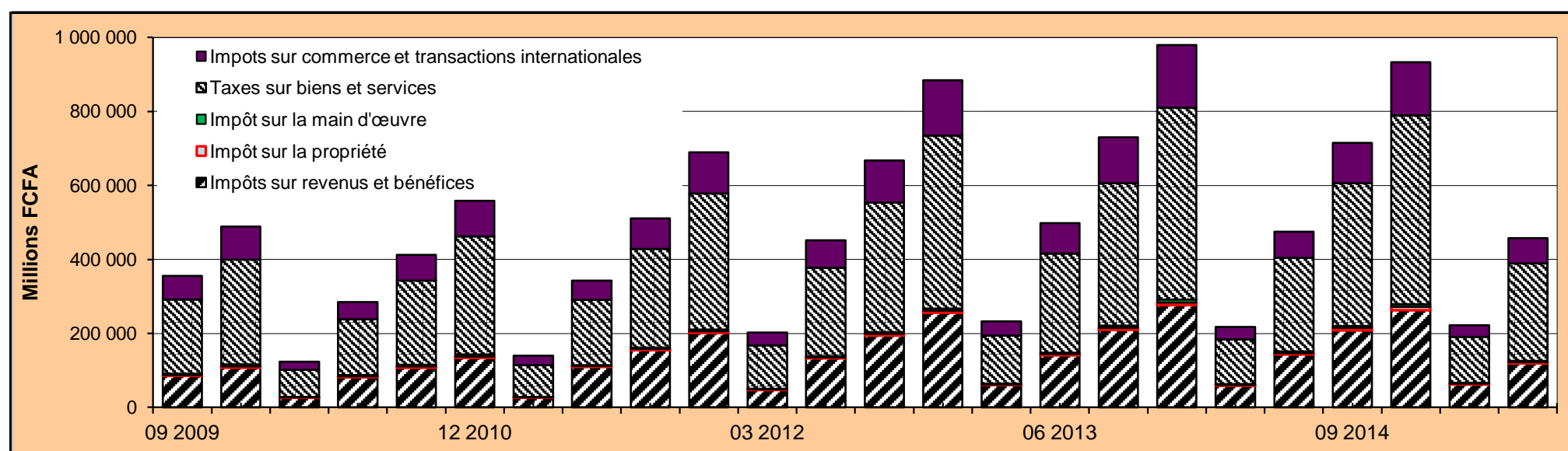
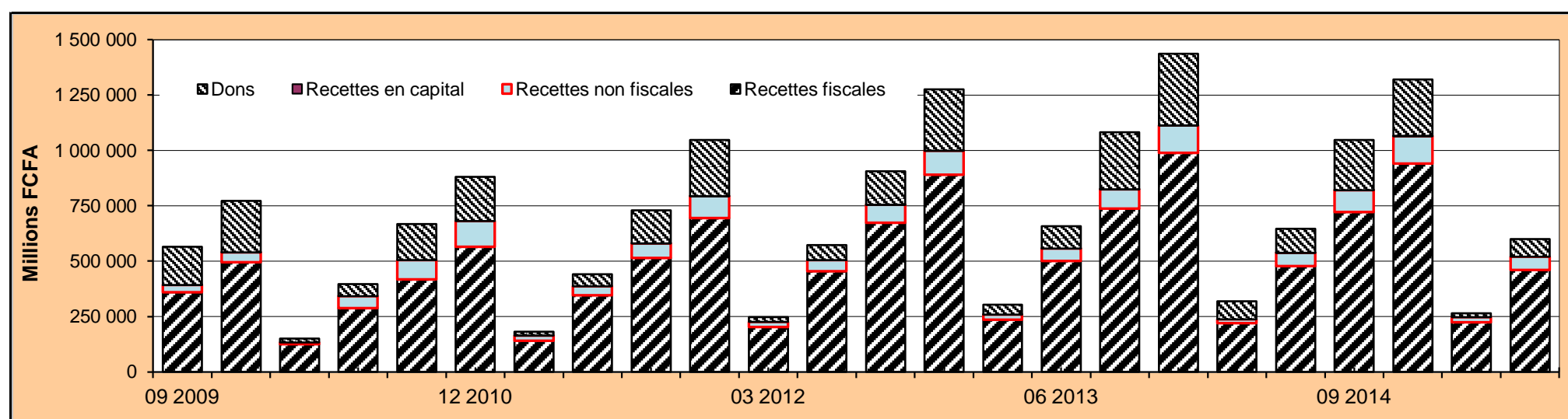


## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2015, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 78,5 milliards de FCFA, en aggravation de 12,3 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 428 887,5</b>	<b>645 811,3</b>	<b>1 047 304,0</b>	<b>1 321 150,3</b>	<b>263 647,0</b>	<b>600 418,8</b>	<b>42,0%</b>	<b>-7,0%</b>
Recettes totales	1 145 111,3	537 374,1	820 751,2	1 064 703,5	246 876,2	520 934,4	45,5%	-3,1%
Recettes courantes	1 145 111,3	537 362,5	820 739,6	1 064 691,9	246 876,2	520 934,3	45,5%	-3,1%
Recettes fiscales	1 035 210,4	478 639,5	720 941,8	940 681,6	224 236,2	460 769,7	44,5%	-3,7%
Impôts sur revenus et bénéfiques	292 517,0	143 041,6	207 819,3	262 614,0	62 380,3	118 530,3	40,5%	-17,1%
Impôt sur la main d'œuvre	7 768,0	3 893,3	5 648,4	7 407,1	2 019,1	4 227,4	54,4%	8,6%
Taxes sur biens et services	555 020,3	252 892,7	385 744,9	509 613,9	124 284,8	262 424,9	47,3%	3,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	170 786,0	71 383,0	108 799,7	143 737,9	31 945,1	68 237,8	40,0%	-4,4%
Autres recettes fiscales	9 119,0	3 574,6	6 160,8	7 884,6	1 753,1	3 798,8	41,7%	6,3%
Recettes non fiscales	109 900,9	58 723,0	99 797,8	124 010,3	22 639,9	60 164,6	54,7%	2,5%
Recettes en capital	0,000	11,622	11,570	11,571	0,017	0,073		-99,4%
<b>Dons</b>	<b>283 776,2</b>	<b>108 437,1</b>	<b>226 552,8</b>	<b>256 446,8</b>	<b>16 770,8</b>	<b>79 484,4</b>	<b>28,0%</b>	<b>-26,7%</b>
Projets	224 254,5	59 906,8	131 694,9	157 510,4	12 687,5	54 829,7	24,4%	-8,5%
Programmes	59 521,6	48 530,3	94 857,9	98 936,4	4 083,3	24 654,7	41,4%	-49,2%



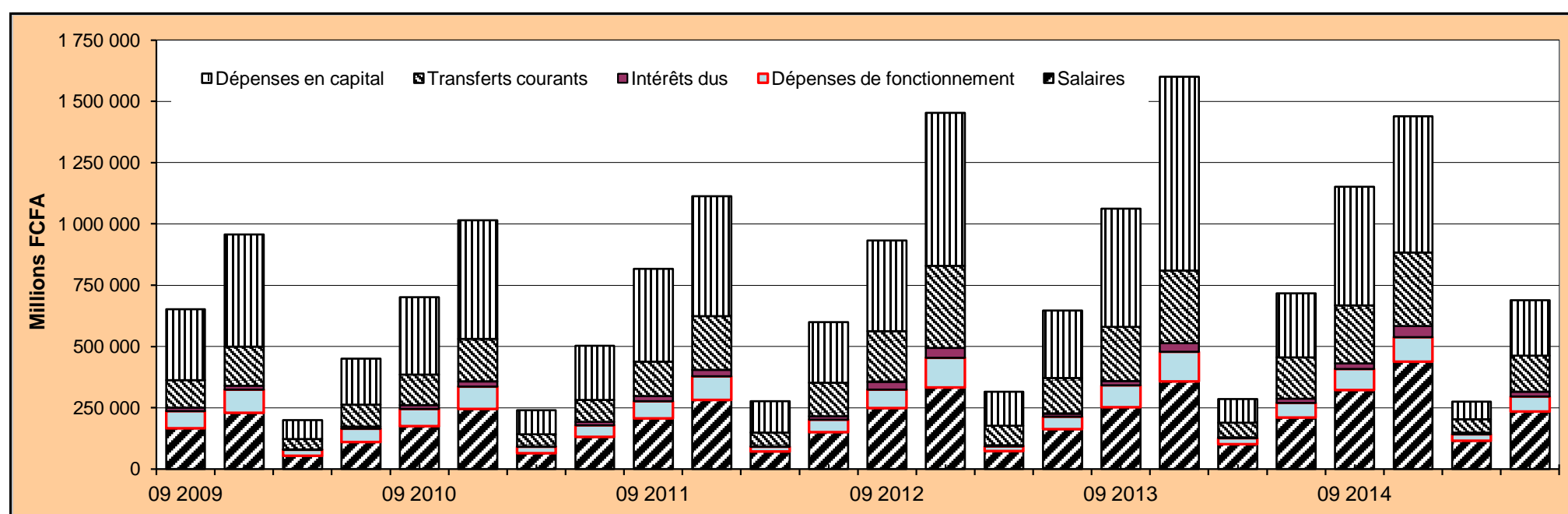
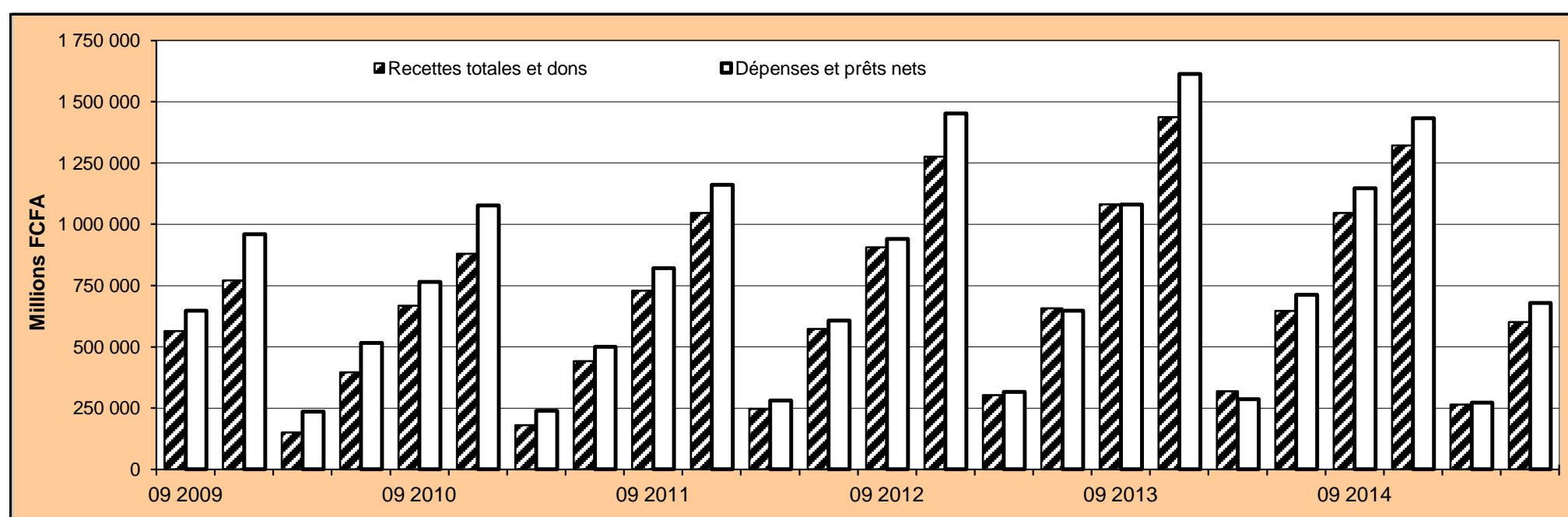
A fin juin 2015, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation des recettes et dons de 600,4 milliards de FCFA contre 688,9 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une contraction de 12,8 %. Elle s'explique par la baisse aussi bien des dons de 71,5 milliards de FCFA (-47,4%) que des recettes propres de 16,9 milliards de FCFA (-3,2%).

Les recettes propres se sont établies à 520,9 milliards de FCFA en repli de 3,2% par rapport à fin juin 2014 où elles se sont situées à un niveau de 537,9 milliards de FCFA. Ce résultat se justifie essentiellement par les contreperformances enregistrées au niveau de la DGI et de la DGD. En effet, les recouvrements de la DGI et de la DGD se sont contractés respectivement de 06,9% (-18,8 milliards de FCFA) et de 0,2% (-0,3 milliard de FCFA) pour la période sous revue. Quant aux recettes de la DGTCF, elles se sont accrues de 5,2% (+2,9 milliards de FCFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 676 621,1</b>	<b>712 046,4</b>	<b>1 146 849,4</b>	<b>1 432 280,3</b>	<b>272 520,4</b>	<b>678 971,0</b>	<b>40,5%</b>	<b>-4,6%</b>
Dépenses	1 679 553	716 269,3	1 151 670,0	1 438 414,5	275 355,9	688 091,5	41,0%	-3,9%
Dépenses courantes	965 734	455 608,4	668 070,3	883 463,5	202 682,0	461 698,9	47,8%	1,3%
Salaires	469 215	209 405,9	322 537,8	437 290,6	115 319,2	233 685,3	49,8%	11,6%
Dépenses de fonctionnement	122 571	59 522,5	86 347,1	101 379,7	26 966,5	62 886,2	51,3%	5,7%
Intérêts dus	39 777	17 484,1	22 340,4	44 011,2	6 048,6	19 256,9	48,4%	10,1%
Transferts courants	334 172	169 196,0	236 845,1	300 782,0	54 347,8	145 870,5	43,7%	-13,8%
Dépenses en capital	713 818	260 661,0	483 599,6	554 951,0	72 673,8	226 392,6	31,7%	-13,1%
financées sur ressources propres	337 700	165 299,6	302 756,4	330 116,7	45 519,1	141 748,1	42,0%	-14,2%
Prêts nets	-2 932	-4 222,9	-4 820,6	-6 134,1	-2 835,5	-9 120,5	311,1%	116,0%



Les dépenses totales et prêts nets cumulés se sont chiffrés à 679 milliards de FCFA à fin juin 2015 contre 755,1 milliards de FCFA à la même période en 2014, traduisant une baisse de 10,1%. Cette baisse est due à une contraction des dépenses en capital.

En effet, les dépenses en capital ont connu un repli de 77,4 milliards de FCFA (-25,5%) par rapport à fin juin 2014 pour se situer à 226,4 milliards de FCFA à fin juin 2015. Ce fléchissement est dû principalement à la baisse des investissements sur ressources extérieures (-47,7 milliards de FCFA) et des investissements réalisés sur ressources propres (-23,6 milliards de FCFA).

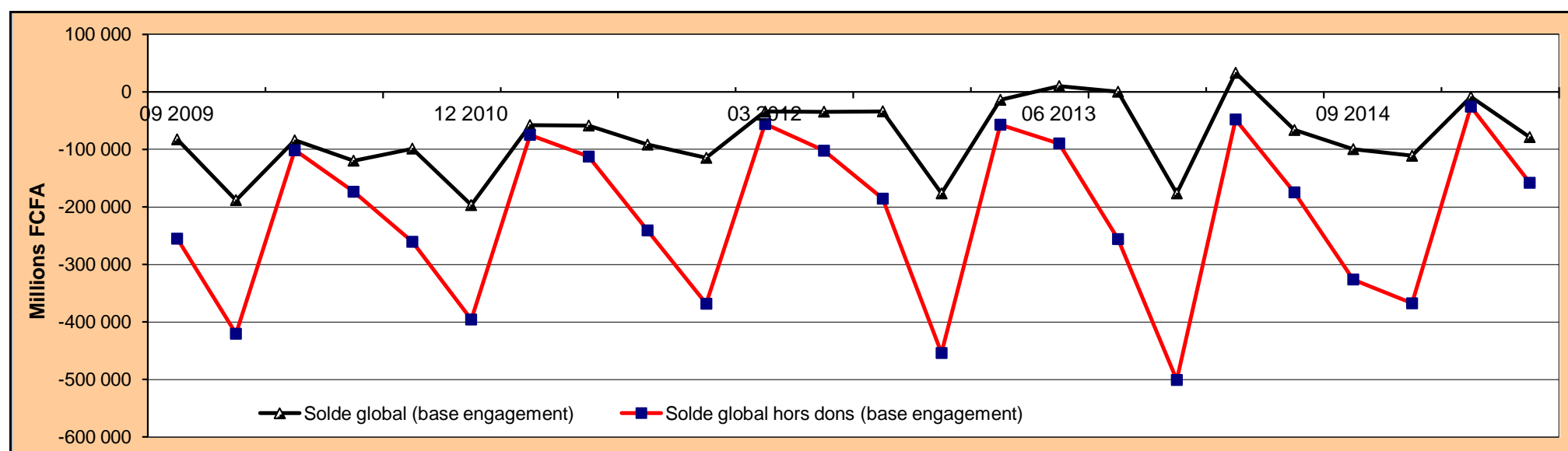
Les dépenses courantes ont connu globalement une hausse de 6,2 milliards de FCFA (+1,4%), expliquée par la hausse des dépenses de personnel de 24,3 milliards de FCFA, des dépenses de fonctionnement de 3,4 milliards de FCFA et des charges de la dette de 1,2 milliard de FCFA.

Les dépenses de transferts courants ont connu un repli de 23,3%, passant ainsi de 169,2 milliards de FCFA à fin juin 2014 à 145,9 milliards de FCFA à fin juin 2015. Cette contraction est imputable à la baisse des subventions hydrocarbures de 12,0 milliards de FCFA et aux transferts au profit des collectivités et Etablissements publics de l'Etat de 12,9 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

### SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2014	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>-66 235,2</b>	<b>-99 545,4</b>	<b>-111 130,0</b>	<b>-8 873,4</b>	<b>-78 552,2</b>	<b>31,7%</b>	<b>18,6%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-531 510	-174 672,3	-326 098,2	-367 576,9	-25 644,2	-158 036,6	29,7%	-9,5%
Solde primaire	-491 733	-157 188,3	-303 757,8	-323 565,7	-19 595,6	-138 779,7	28,2%	-11,7%
Solde de base	-155 391	-84 056,6	-150 874,7	-151 864,9	1 066,6	-76 944,5	49,5%	-8,5%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>-23 607,0</b>	<b>32 720,2</b>	<b>-34 639,1</b>	<b>-98 657,7</b>	<b>-90 745,7</b>	<b>36,6%</b>	<b>284,4%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-531 509,8	-132 044,1	-193 832,6	-291 085,9	-115 428,5	-170 230,1	32,0%	28,9%

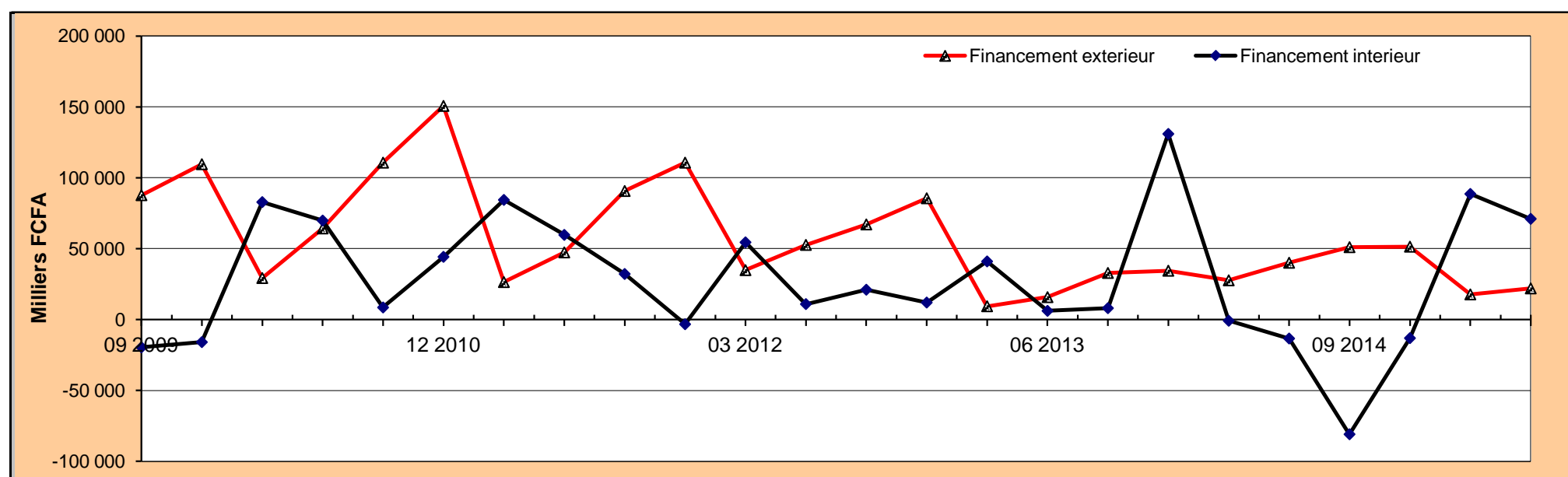


A fin juin 2015, le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire à 78,5 milliards de FCFA contre un déficit de 66,2 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une aggravation de 12,3 milliards de FCFA.

Quant au solde global "base caisse", il est déficitaire de 90,7 milliards de FCFA à fin juin 2015 contre 23,6 milliards de FCFA une année auparavant, soit une aggravation de 67,2 milliards de FCFA.

Ce déficit a été couvert par un financement extérieur net de 22,0 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 71,0 milliards de FCFA. Ce niveau de financement est constitué de financement bancaire à 29,8% et de financement non bancaire à 70,2%. La valeur positive du financement intérieur est portée aussi bien par l'émission des obligations du Trésor que par le dégonflement des dépôts du Trésor en Compte courant postal.

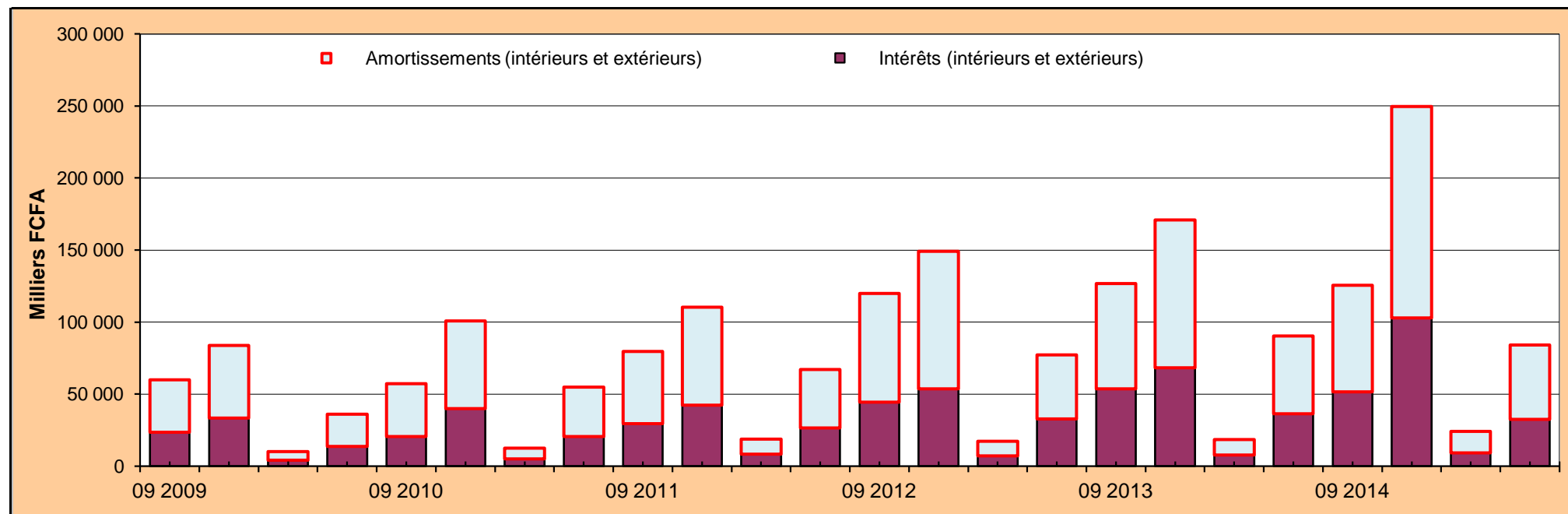
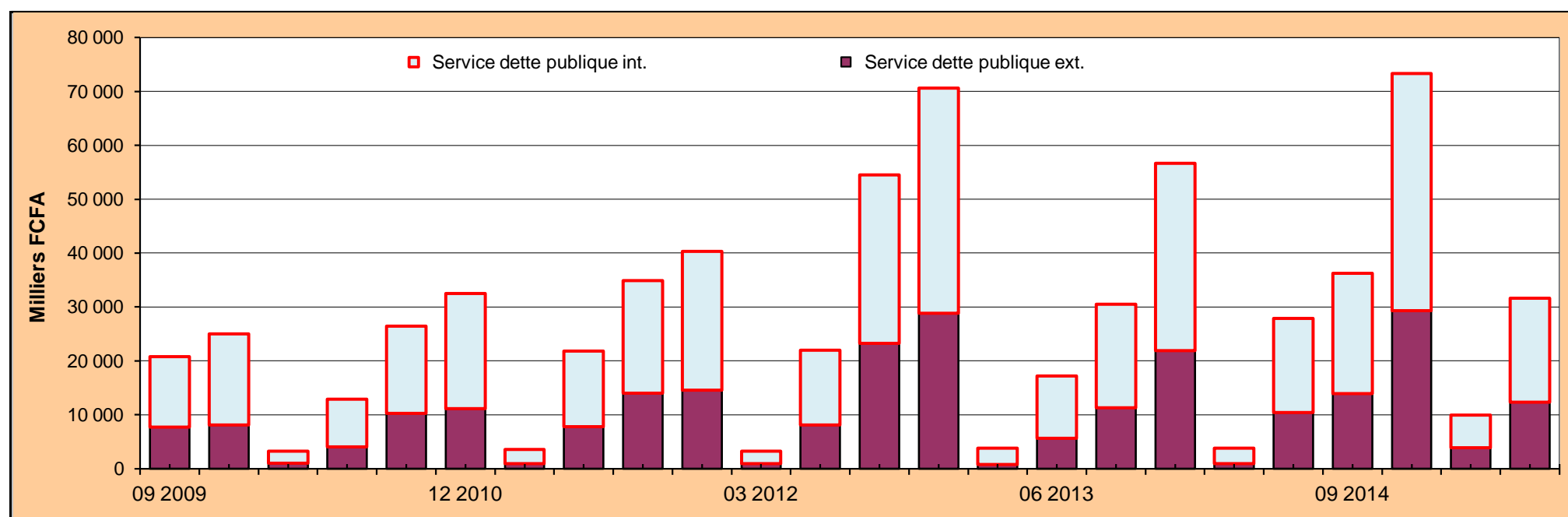
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2014	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>119 989,6</b>	<b>26 701,6</b>	<b>-29 827,5</b>	<b>38 307,8</b>	<b>106 344,0</b>	<b>93 012,4</b>	<b>77,5%</b>	<b>248,3%</b>
Financement extérieur	148 307,3	40 060,5	51 061,6	51 414,5	17 743,5	21 981,5	14,8%	-45,1%
Décassements extérieurs	184 551,4	54 728,4	67 548,1	82 221,1	22 529,4	34 768,4	18,8%	-36,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-36 244,1	-14 667,9	-16 486,4	-30 806,6	-4 785,9	-12 786,9	35,3%	-12,8%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-28 317,6	-13 358,9	-80 889,1	-13 106,6	88 600,4	71 030,9	-250,8%	-631,7%
Financement bancaire	-3 077,1	-23 306,5	-79 510,3	-24 918,9	69 297,0	21 179,7	-688,3%	-190,9%
Secteur non bancaire	-25 240,5	9 947,6	-1 378,8	11 812,3	19 303,4	49 851,1	-197,5%	401,1%
Gap de financement	-127 744,0	0,0	-2 892,7	-3 668,8	-7 686,3	-2 266,7	1,8%	#####



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2014	2015	2015		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130,0</b>	<b>53 874,9</b>	<b>73 946,7</b>	<b>146 872,0</b>	<b>15 078,6</b>	<b>51 637,3</b>	<b>73,6%</b>	<b>-4,2%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 100	36 390,8	51 606,3	102 860,8	9 030,0	32 380,4	64,6%	-11,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	17 484,1	22 340,4	44 011,2	6 048,6	19 256,9	96,1%	10,1%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525,4</b>	<b>32 123,0</b>	<b>49 068,8</b>	<b>101 366,2</b>	<b>8 154,2</b>	<b>31 946,1</b>	<b>78,8%</b>	<b>-0,6%</b>
Amortissements	28 868	21 722,9	35 119,9	72 054,2	4 244,1	19 593,6	67,9%	-9,8%
Intérêts	11 657	10 400,0	13 949,0	29 312,0	3 910,0	12 352,5	106,0%	18,8%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604,6</b>	<b>21 751,9</b>	<b>24 877,8</b>	<b>45 505,8</b>	<b>6 924,4</b>	<b>19 691,2</b>	<b>66,5%</b>	<b>-9,5%</b>
Amortissements	21 232	14 667,9	16 486,4	30 806,6	4 785,9	12 786,9	60,2%	-12,8%
Intérêts	8 373	7 084,0	8 391,4	14 699,2	2 138,6	6 904,4	82,5%	-2,5%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>146,2%</b>	<b>-6,6%</b>

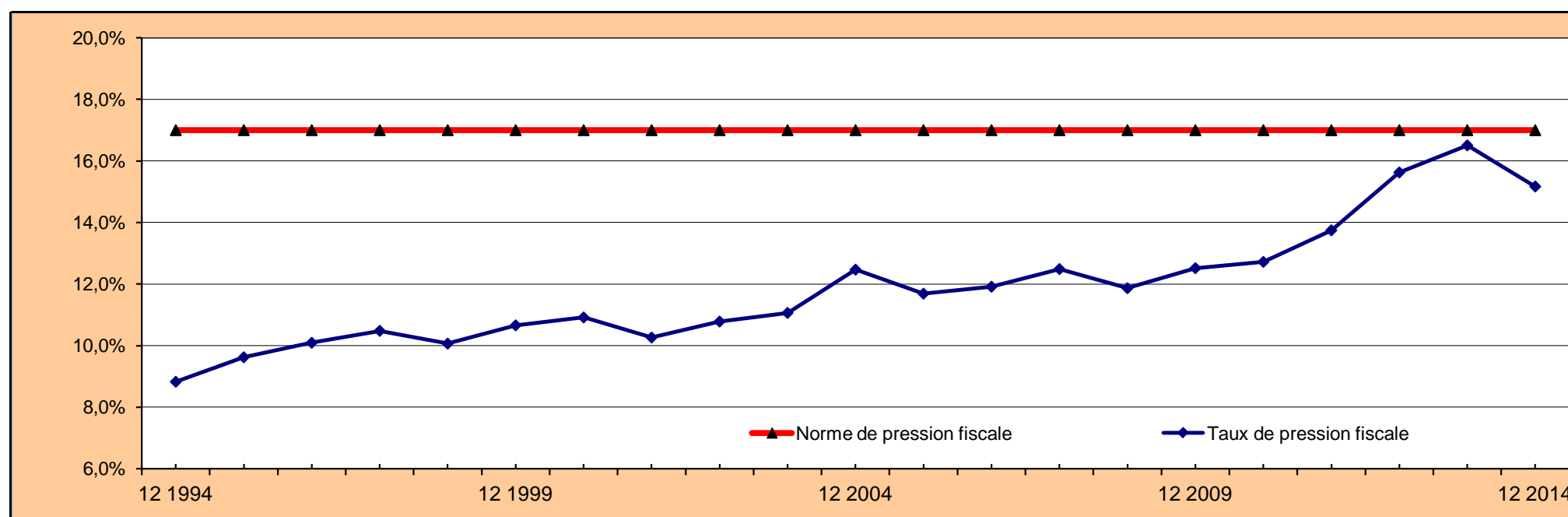


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 3,8% au 30 juin 2015 contre 4,0 % à fin juin de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-2,9%	-2,3%	-4,2%	-3,7%	-2,5%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	29,8%	28,8%	28,9%	28,2%	27,4%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	49,0%	40,7%	45,2%	47,3%	35,1%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-6,1%	-5,3%	-5,3%	-10,3%	-6,7%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,7%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%



Sources : M.E.F.



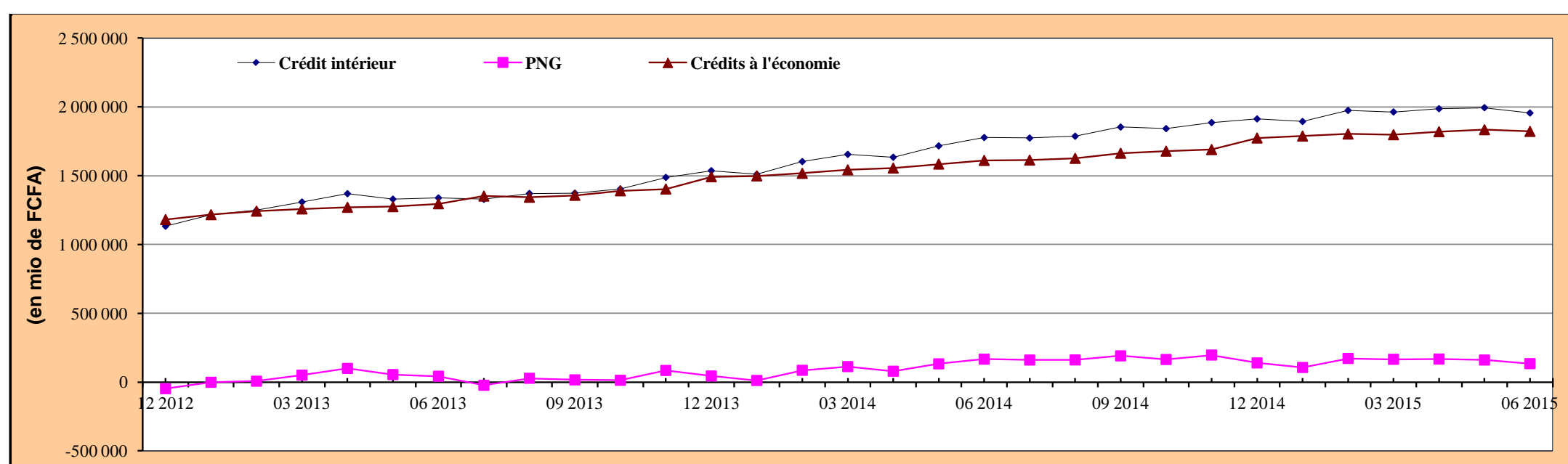
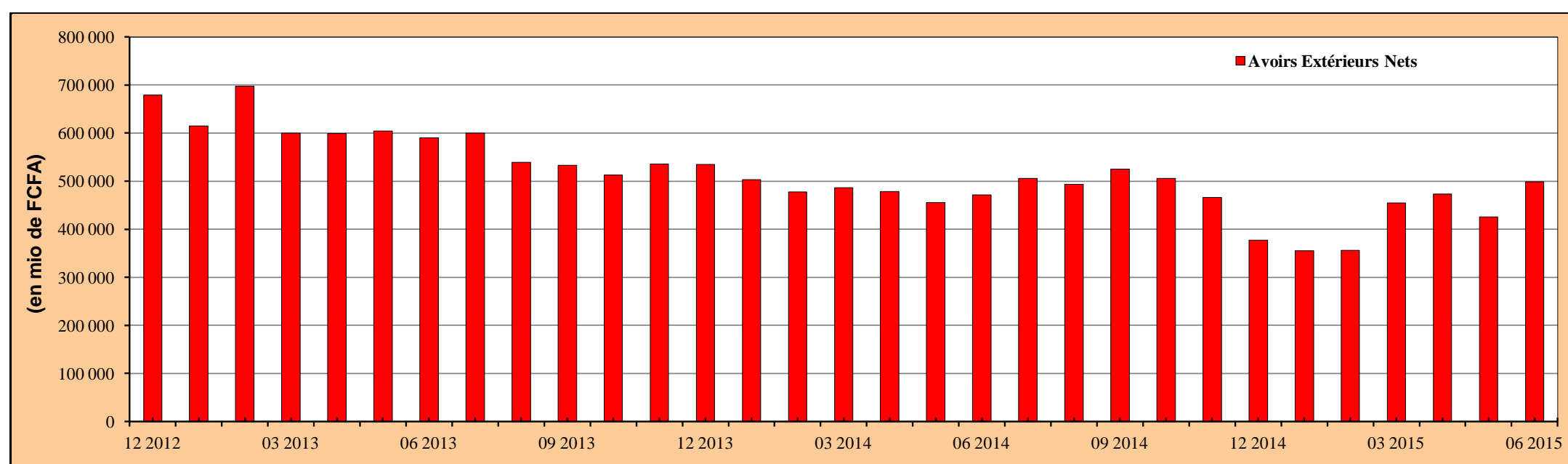
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

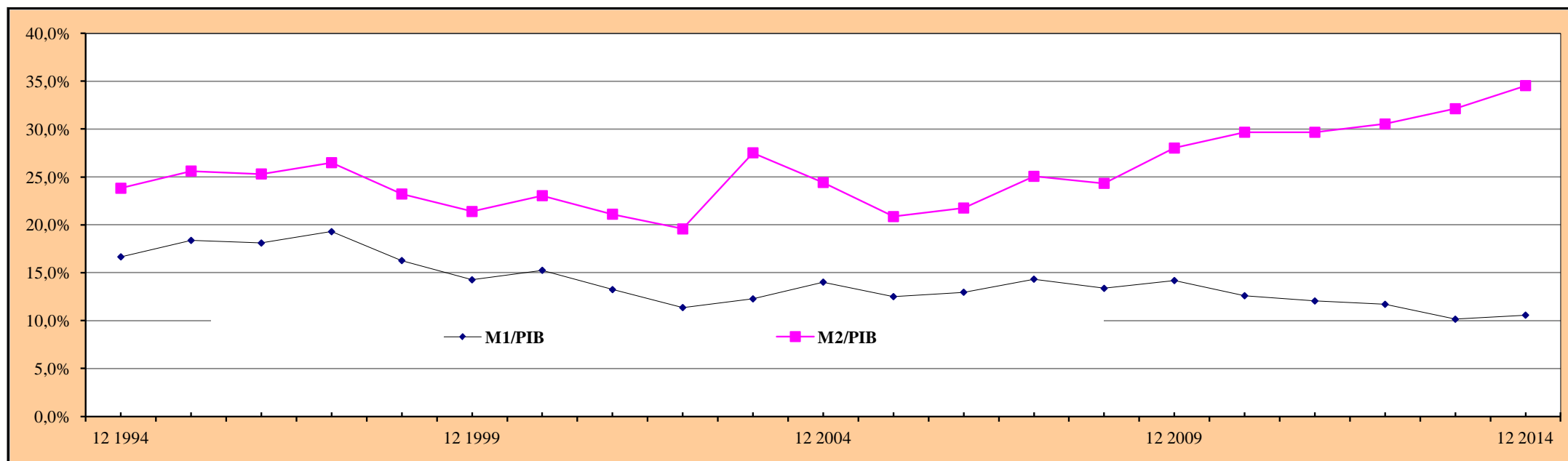
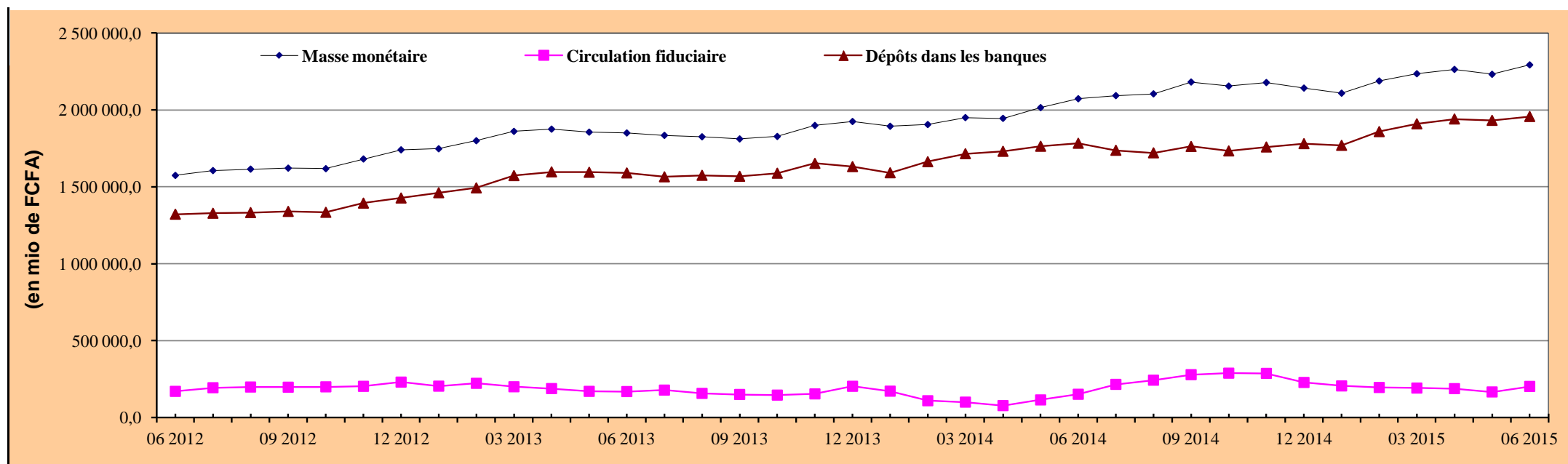
Les avoirs extérieurs nets (AEN) sont passés de 454,4 milliards à fin mars 2015 à 498,9 milliards à fin juin 2015, soit un accroissement de 44,5 milliards (+9,8%). Cette hausse est principalement imputable à la Banque Centrale dont les AEN ont progressé de 65,5 milliards, les AEN des banques de dépôts ayant régressé de 21,0 milliards.

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>471 133,4</b>	<b>525 109,3</b>	<b>377 133,4</b>	<b>454 437,8</b>	<b>498 937,3</b>	<b>44 499,5</b>	<b>9,8%</b>	<b>27 803,9</b>	<b>5,9%</b>	
BCEAO	-62 325,6	-15 212,7	-127 794,6	-129 317,2	-63 861,7	65 455,5	-50,6%	-1 536,1	2,5%	
Banques	533 459,0	540 322,0	504 928,0	583 755,0	562 799,0	-20 956,0	-3,6%	29 340,0	5,5%	
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 777 507,3</b>	<b>1 853 597,9</b>	<b>1 912 825,6</b>	<b>1 963 410,8</b>	<b>1 955 800,6</b>	<b>-7 610,2</b>	<b>-0,4%</b>	<b>178 293,3</b>	<b>10,0%</b>	
PNG	166 501,2	190 489,7	138 981,2	165 537,6	133 769,8	-31 767,9	-19,2%	-32 731,4	-19,7%	
Crédits à l'économie	1 611 006,1	1 663 108,2	1 773 844,5	1 797 873,2	1 822 030,8	24 157,7	1,3%	211 024,7	13,1%	
dont crédits à court terme	907 749,1	932 427,2	969 775,5	1 013 424,2	961 068,8	-52 355,3	-5,2%	53 319,7	5,9%	
dont crédits de campagne	62 799,0	57 715,0	54 242,0	50 692,0	70 228,0	19 536,0	38,5%	7 429,0	11,8%	
dont crédits à moyen et long terme	640 458,0	672 966,0	749 827,0	733 757,0	790 734,0	56 977,0	7,8%	150 276,0	23,5%	
<b>Masse monétaire</b>	<b>2 072 465,3</b>	<b>2 181 099,1</b>	<b>2 141 764,1</b>	<b>2 234 899,1</b>	<b>2 292 537,4</b>	<b>57 638,3</b>	<b>2,6%</b>	<b>220 072,1</b>	<b>10,6%</b>	
Circulation fiduciaire	151 268,7	278 665,9	227 927,2	191 523,5	202 243,0	10 719,5	5,6%	50 974,2	33,7%	
Dépôts dans les banques	1 783 058,5	1 762 199,4	1 780 616,3	1 909 513,3	1 957 013,3	47 500,0	2,5%	173 954,8	9,8%	
dont dépôts à vue	853 116,5	801 186,4	809 236,3	883 730,3	883 015,3	-715,0	-0,1%	29 898,8	3,5%	
dont dépôts à terme	594 150,0	619 201,0	620 042,0	653 335,0	678 217,0	24 882,0	3,8%	84 067,0	14,1%	
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>176 175,4</b>	<b>197 608,1</b>	<b>148 194,9</b>	<b>182 949,5</b>	<b>162 200,5</b>	<b>-20 749,0</b>	<b>-11,3%</b>	<b>-13 974,9</b>	<b>-7,9%</b>	

AGREGATS MONETAIRES	Dec.10	Dec.11	Dec.12	Dec.13	Dec.14
	Est.		Est.		
M1/PIB	12,6%	12,0%	11,7%	10,1%	10,6%
M2/PIB	29,7%	29,7%	30,5%	32,1%	34,5%



L'augmentation des AEN de la Banque Centrale est liée à une croissance plus importante de ses avoirs extérieurs bruts (+77,3 milliards) par rapport à celle de ses engagements vis-à-vis des non résidents (+11,8 milliards). Quant aux banques commerciales, la baisse de leurs AEN est imprimée par une hausse plus importante de leurs engagements extérieurs (+83,5 milliards) par rapport à celle de leurs avoirs extérieurs bruts (+62,5 milliards).



Le crédit intérieur est ressorti à 1 955,8 milliards à fin juin 2015, en contraction de 0,4% (-7,6 milliards) par rapport à fin mars 2015.

A fin juin 2015, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est située à +133,8 milliards contre +165,5 milliards à fin mars 2015. L'amélioration de la PNG en glissement trimestriel (-31,8 milliards) s'expliquerait par un accroissement des créances de l'Etat (+82,9 milliards, soit +30,7%) plus que proportionnelle à celui de ses engagements (+51,1 milliards, soit +11,7%).

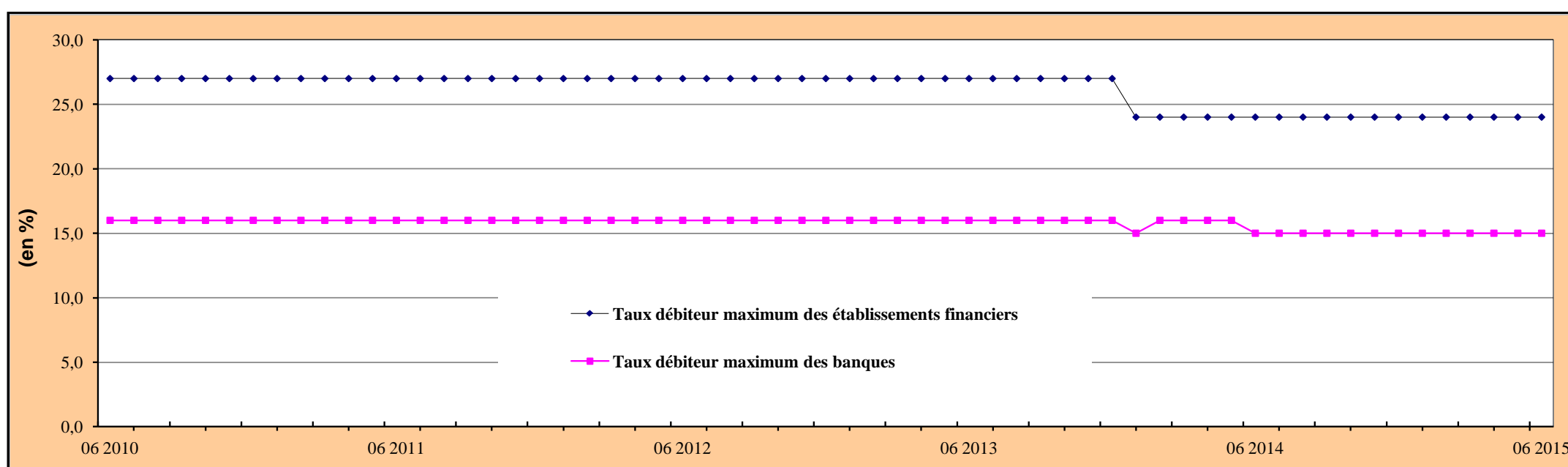
Les crédits à l'économie, en s'établissant à 1 822,0 milliards à fin juin 2015, ont enregistré une augmentation de 24,2 milliards (+1,3%) en variation trimestrielle. Ce gonflement est imputable aux crédits de campagne (+19,5 milliards) et aux crédits ordinaires (+4,6 milliards).

La masse monétaire, en s'établissant à 2 292,5 milliards à fin juin 2015, s'est accrue de 57,6 milliards par rapport à son niveau à fin mars 2015. Cette expansion est en ligne principalement avec celles des dépôts en banques (+47,5 milliards, soit +2,5%) et de la circulation fiduciaire (+10,7 milliards, soit +5,6%). Les effets induits par les actions en faveur de la bancarisation expliquent le renforcement des dépôts en banques.

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,5	17,5	17,5	17,5	17,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au premier semestre de 2015.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier semestre 2015.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

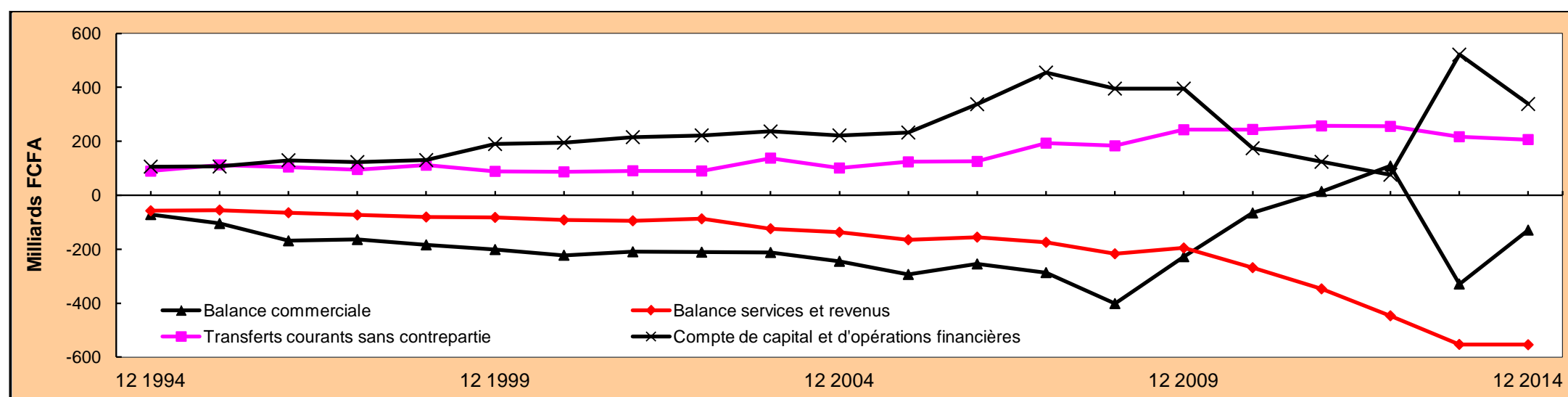
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso en 2014 refléteraient le repli des cours mondiaux de l'or, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités d'or exporté ainsi que par la progression des prix et des quantités de coton. Le repli de la valeur des importations traduirait, d'une part, l'atténuation des factures pétrolières et alimentaires et, d'autre part, le recul des investissements, notamment dans les secteurs minier et des BTP.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	Dec 2010	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Var. 2014	
						Var./2013	Var./2012
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	788,0	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 365,8	3,8%	-6,7%
Importations de biens FOB	853,6	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 494,8	-9,1%	10,2%
Balance commerciale	-65,6	14,2	108,5	-328,8	-129,0	-60,8%	-218,9%
Services	-265,1	-343,1	-407,6	-459,4	-483,2	5,2%	18,6%
Revenus	-3,2	-3,7	-39,1	-93,3	-70,7	-24,2%	81,1%
Balance des services et revenus	-268,3	-346,8	-446,6	-552,7	-553,9	0,2%	24,0%
Transferts courants sans contrepartie	244,0	257,0	255,3	216,9	206,5	-4,8%	-19,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-89,9	-75,6	-82,9	-664,6	-476,4	-28,3%	474,9%
Transferts en capital	98,9	91,1	137,8	238,4	200,3	-16,0%	45,4%
Opérations financières	75,5	32,9	-61,7	282,9	137,9	-51,3%	-323,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	174,3	124,0	76,1	521,3	338,2	-35,1%	344,5%
Erreurs et omissions	1,5	-4,3	3,4	-3,8	2,7	-172,3%	-19,4%
Solde global	86,0	44,1	-3,4	-147,0	-135,5	-7,9%	3918,4%



A fin décembre 2014, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 135,5 milliards FCFA, contre un déficit de 147,0 milliards FCFA enregistré en 2013, soit une atténuation de 11,5 milliards FCFA.

Au niveau des opérations courantes, le déficit de la balance des transactions courantes au titre de l'année 2014 se réduirait de 188,2 milliards entre 2013 et 2014. Rapporté au PIB, la balance des transactions courantes passerait de -10,7% du PIB en 2013 à -7,4% en 2014. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 129,0 milliards en 2014, après un déficit de 328,8 milliards en 2013, soit une amélioration de 199,8 milliards, provenant des effets combinés du repli de la valeur des importations et du léger accroissement des exportations. Les exportations devraient s'établir à 1 365,8 milliards en 2014, soit une hausse de 3,8% par rapport à 2013. Cette évolution est imputable à la hausse des recettes d'exportation de coton de 10,1%. Quant aux exportations d'or, elles s'établiraient à 36 499 Kg, soit un accroissement de 10,7% par rapport à 2013. Toutefois, avec l'évolution à la baisse des cours mondiaux de l'or (-9,2%) en moyenne annuelle entre 2013 et 2014, les recettes d'exportation seraient en baisse de 1,1% comparativement à 2013. Les importations ressortiraient à 1 494,8 milliards, contre 1 644,2 milliards une année plus tôt, soit un repli de 9,1%. Cette baisse est imputable principalement au recul des importations des biens d'équipement (-16,1%) et intermédiaires (-9,3%). Les importations de produits pétroliers devraient s'établir à 459,3 milliards en 2014 contre 468,0 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 1,9%, en relation avec la baisse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste se dégraderait de 483,2 milliards en 2014 après un déficit de 459,4 milliards en 2013, soit une détérioration de 5,2%, imputable pour l'essentiel aux services financiers et d'information, la valeur du fret reculant de 22,9% en liaison avec la diminution des importations.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire ressortirait à -70,7 milliards contre -93,3 milliards en 2013, soit une amélioration de 24,2% imputable à la baisse de 30,3% des paiements nets aux non-résidents au titre de la rémunération des investissements opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication. Quant au solde du revenu secondaire, il s'établirait à 206,5 milliards contre 216,9 milliards en 2013, soit une baisse de 4,8%, imputable à un repli des transferts de l'Administration publique (-12,7%), ceux du secteur privé étant prévus en augmentation.

Au titre du compte de capital, le solde excédentaire se contracterait à 200,3 milliards contre 238,4 milliards en 2013, soit une baisse de 16,0%, en liaison avec le repli de 23,2% des transferts en capital au profit de l'Administration publique. Quant au compte financier, il enregistrerait des entrées nettes de 137,9 milliards après des entrées nettes de 282,9 milliards un an auparavant, soit une détérioration de 51,3%. Cette situation est due essentiellement à celle du solde des investissements directs qui s'établirait à -139,9 milliards contre -213,4 milliards en 2013, soit une détérioration de 34,5 milliards.

Sources : B.C.E.A.O.



**COMMERCE EXTERIEUR**

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>436 447,9</b>	<b>410 631,2</b>	<b>414 606,0</b>	<b>383 959,7</b>	<b>442 017,1</b>	<b>15,1%</b>	<b>1,3%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 924,4	4 437,9	5 239,5	4 726,8	4 666,1	-1,3%	-5,2%
Produits du règne végétal	19 643,0	26 127,4	24 589,1	21 108,8	26 823,8	27,1%	36,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 347,2	3 799,7	4 498,3	4 431,3	4 280,8	-3,4%	-1,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	24 640,1	25 148,7	26 656,3	23 590,2	29 884,2	26,7%	21,3%
Produits minéraux	153 063,3	132 606,9	129 591,3	118 686,4	124 794,0	5,1%	-18,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	70 463,8	48 513,7	42 448,0	63 787,7	81 186,4	27,3%	15,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	13 076,7	15 172,3	18 969,5	10 821,7	12 611,5	16,5%	-3,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	168,3	439,5	155,9	110,9	303,0	173,2%	80,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 527,7	1 172,9	905,6	1 200,4	1 408,5	17,3%	-7,8%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 550,3	7 317,7	7 112,2	5 073,9	5 782,2	14,0%	27,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6 780,2	6 106,5	8 607,0	6 295,1	4 960,4	-21,2%	-26,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 610,0	1 977,9	1 611,9	780,5	948,7	21,5%	-41,1%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 096,4	4 833,6	3 788,7	4 054,3	3 221,8	-20,5%	4,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	80,6	122,2	72,8	94,4	93,7	-0,8%	16,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	33 116,4	30 697,1	30 591,6	24 191,5	27 662,8	14,3%	-16,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	52 418,1	59 101,9	63 433,1	52 386,8	58 723,4	12,1%	12,0%
Matériel de transport	32 988,9	34 661,7	36 834,3	34 264,5	46 078,4	34,5%	39,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 606,3	3 161,4	4 011,2	5 151,9	5 345,2	3,8%	16,0%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	164,0	247,4	826,2	519,3	143,3	-72,4%	-12,6%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 15,1% (58,1 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2015.

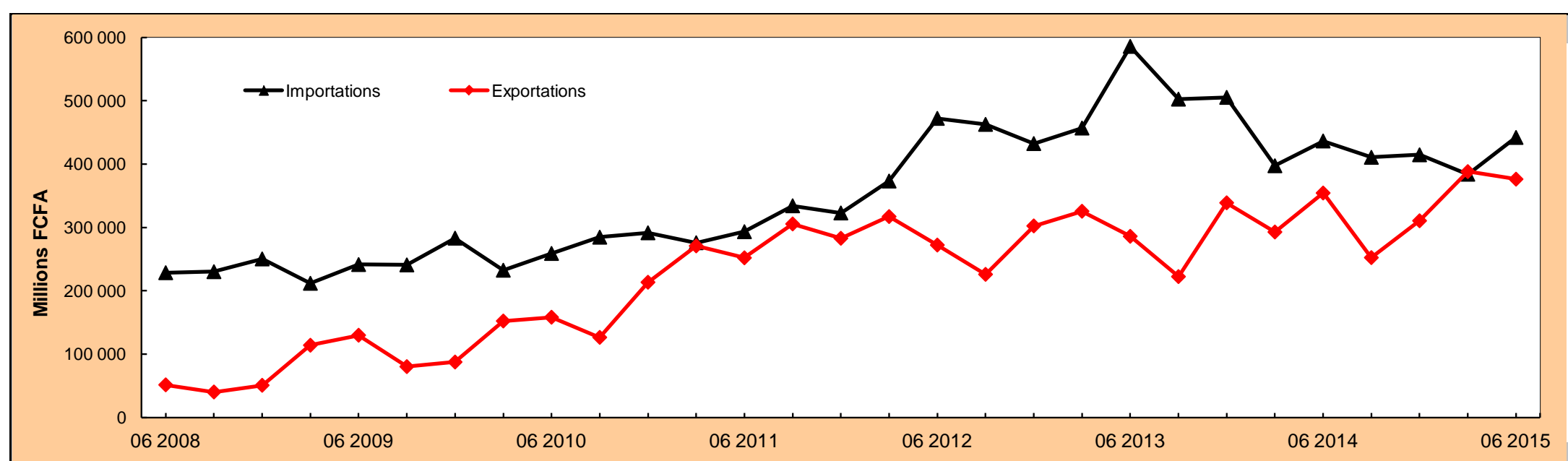
Cette hausse est imputable pour l'essentiel à la hausse des "produits des industries chimiques ou des industries connexes" de 17,4 milliards de FCFA, aux hausses des importations de "matériels de transport" de 11,8 milliards de FCFA, des "machines et appareils, matériels électrique et leurs parties" de 6,3 milliards de FCFA, des "produits des industries alimentaires, boissons, alcools" de 6,3 milliards de FCFA et enfin de la facture pétrolière de 6,1 milliards de FCFA.

Comparativement au deuxième trimestre de 2014, les importations ont enregistré une hausse de 5,6 milliards de FCFA. La baisse de la facture pétrolière de 28,3 milliards de FCFA n'a pas pu être compensée par la hausse des importations de "matériels de transport" (+13,1 milliards de FCFA), des "produits des industries chimiques ou des industries connexes" (+10,7 milliards de FCFA) et des "produits du règne végétal" (+7,2 milliards de FCFA).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.



EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2015	2015	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>354 305,8</b>	<b>252 324,1</b>	<b>310 483,0</b>	<b>388 117,7</b>	<b>376 162,1</b>	<b>-3,1%</b>	<b>6,2%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 526,4	1 801,0	931,9	619,5	810,7	30,9%	-46,9%
Produits du règne végétal	24 043,7	17 100,0	40 883,9	71 595,9	75 456,2	5,4%	213,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	5 736,1	9 065,2	38 286,0	59 192,7	31 400,9	-47,0%	447,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 058,1	1 675,3	2 049,0	962,0	2 341,1	143,3%	121,3%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 613,0	1 499,3	1 473,3	2 325,7	2 300,5	-1,1%	42,6%
Produits minéraux	5 265,0	69,7	1 719,3	409,2	455,9	11,4%	-91,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	786,3	624,8	1 963,7	260,6	933,6	258,3%	18,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	450,4	284,7	1 480,1	420,3	324,9	-22,7%	-27,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	346,3	379,6	105,4	4,2	21,8	417,6%	-93,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	0,0	6,3	3,5	5,4	43,1	704,4%	#####
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	23,6	18,6	84,7	16,0	751,3	4599,3%	3082,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	77 777,3	8 087,5	62 596,2	74 052,4	75 201,2	1,6%	-3,3%
dont coton fibre	76 069,2	7 516,5	61 246,4	66 221,5	74 385,9	12,3%	-2,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	30,2	29,1	23,6	35,7	32,2	-9,8%	6,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	349,1	267,0	94,7	80,8	124,6	54,1%	-64,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	213 000,0	202 764,4	178 285,5	211 460,9	199 793,6	-5,5%	-6,2%
dont or	212 999,6	202 764,4	178 285,5	211 448,4	199 482,5	-5,7%	-6,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	13 397,8	9 154,7	12 329,2	10 840,6	10 797,0	-0,4%	-19,4%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 064,1	5 062,6	2 754,0	7 516,3	3 041,6	-59,5%	-62,3%
Matériel de transport	5 931,9	2 684,1	3 169,3	6 336,7	3 228,3	-49,1%	-45,6%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	254,7	139,4	323,4	120,1	156,4	30,2%	-38,6%
Marchandises et produits divers	309,0	647,3	164,5	88,8	264,4	197,8%	-14,4%

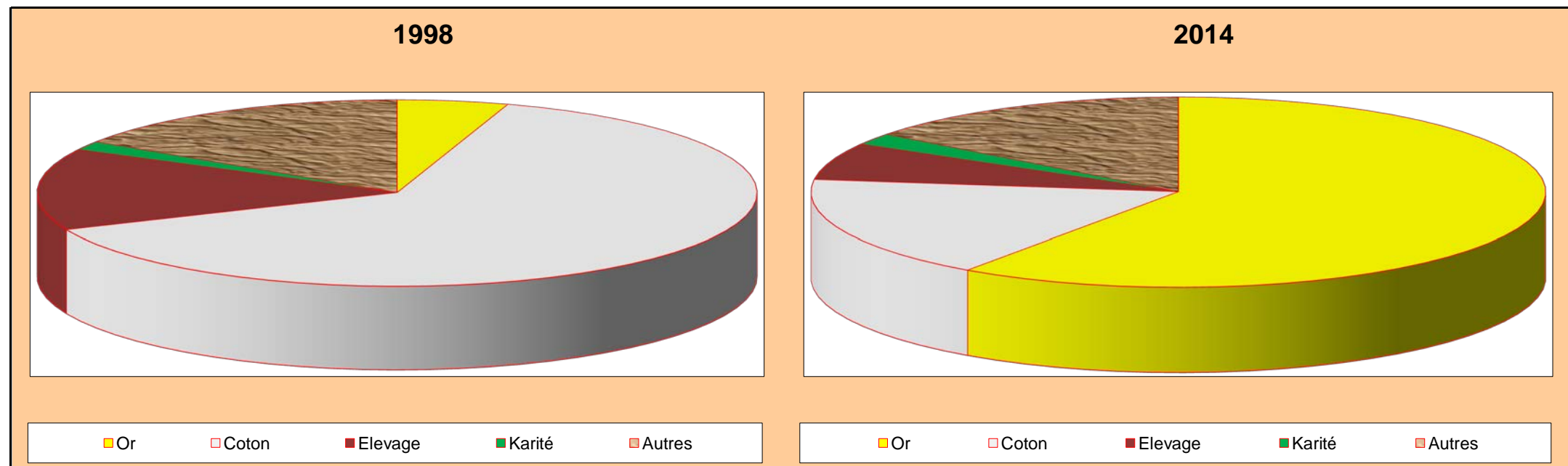


Au deuxième trimestre 2015, les exportations enregistrent une baisse de 3,1% en glissement trimestriel. Cette baisse ramène le niveau des exportations de 388,1 milliards FCFA au premier trimestre 2015 à 376,2 milliards FCFA. Cette baisse est principalement imputable aux exportations des oléagineux et de l'or. En effet, les exportations de "graines d'arachide, de sésame et d'autre oléagineux" ont baissé de 27,8 milliards de FCFA et celles d'or de 12,0 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance est à la hausse. En effet, les exportations enregistrent une hausse de 6,2% malgré la baisse des exportations d'or de 13,5 milliards de FCFA.. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations de "arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux" de 25,7 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1998	2011	2012	2013	2014
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,0%	75,3%	79,4%	62,7%	59,7%
Part du coton dans total	63,5%	11,5%	11,4%	16,4%	17,4%
Part des produits de l'élevage dans total	14,2%	6,3%	5,4%	6,3%	6,3%
Part du karité dans total	1,6%	2,0%	1,7%	2,0%	2,0%
Part des autres produits dans total	15,8%	4,9%	2,2%	12,7%	14,6%

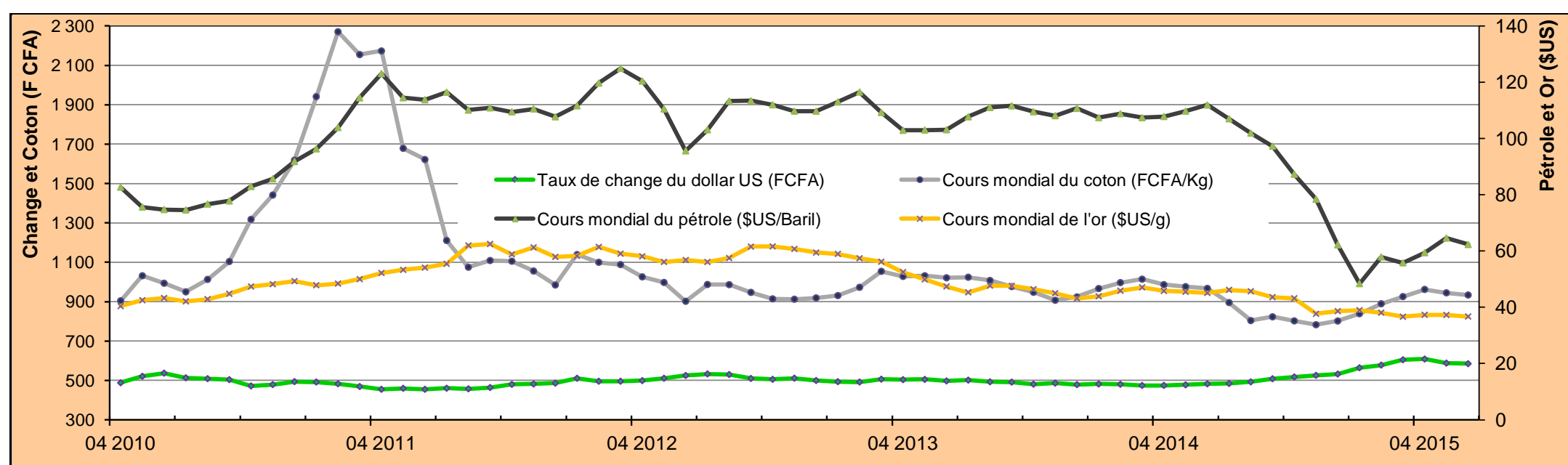


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (63,5%) et celles de produits de l'élevage (14,2%) en 1998, il ressort une prédominance de l'or avec 62,7% de la part des exportations en 2013. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 33,5 tonnes en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	478,3	495,2	525,3	582,4	593,8	2,0%	24,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	109,8	102,1	76,0	54,0	62,1	14,9%	-43,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 041,9	1 699,4	1 514,8	1 518,3	1 594,7	5,0%	-21,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	45,5	45,2	39,8	37,9	37,1	-2,1%	-18,4%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	52,5	50,5	39,8	31,5	36,9	17,0%	-29,8%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	976,5	840,7	795,6	884,6	946,9	7,0%	-3,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	21,7	22,4	20,9	22,1	22,0	-0,1%	1,3%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,019	0,017	0,020	0,028	0,026	-9,0%	38,2%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, la monnaie américaine s'est de nouveau appréciée vis à vis des autres monnaies, notamment le franc CFA au premier trimestre 2015. Le franc CFA a perdu face au dollar US 2,0% de sa valeur au deuxième trimestre 2015 après avoir cédé 10,9% au premier trimestre. En moyenne, le franc CFA s'est échangé à 593,8 francs pour un dollar au deuxième trimestre 2015 contre 582,4 francs au trimestre précédent. Comparé à la même période en 2014, le franc CFA s'est déprécié de 24,2% vis à vis du dollar américain. Le raffermissement de la monnaie américaine resterait soutenu par les bons résultats enregistrés par l'économie américaine au premier semestre 2015 et par les effets de la politique monétaire accommodante de la réserve fédérale américaine (Banque centrale).

**- Prix des produits exportés :**

Le cours mondial du coton s'est renforcé au deuxième trimestre 2015 après une quasi-stagnation (+0,2%) observée au trimestre précédent. Il est en hausse de 5,0% en rythme trimestriel au deuxième trimestre 2015. En moyenne, le coton s'est échangé à 1 594,7 dollars la tonne au deuxième trimestre 2015 contre 1 518,3 dollars au premier trimestre 2015. Converti en franc CFA, le prix du coton-fibre a augmenté de 7,0%, ressortant à 946,9 FCFA le kilogramme au deuxième trimestre 2015 contre 884,6 FCFA un trimestre auparavant. Les cours du coton bénéficient du regain de la demande mondiale et des baisses attendues de la production du Brésil et de l'Australie.

Au deuxième trimestre 2015, le cours de l'or poursuit son orientation baissière. Après un recul de 4,8% au premier trimestre 2015, l'or a perdu 2,1% de sa valeur au deuxième trimestre. En moyenne, le gramme d'or s'est situé à 37,1 dollars au deuxième trimestre 2015 contre 37,9 dollars un trimestre plus tôt. Sur le deuxième trimestre 2015, le cours de l'or a reculé de 29,8% en comparaison à la même période en 2014 contre -16,9% au premier trimestre. Exprimé en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 22 036 francs le gramme, en baisse de 0,1% en rythme trimestriel et en hausse de 1,3% en glissement annuel. Le cours de l'or reste influencé par la confiance des investisseurs pour les marchés et le raffermissement du dollar.

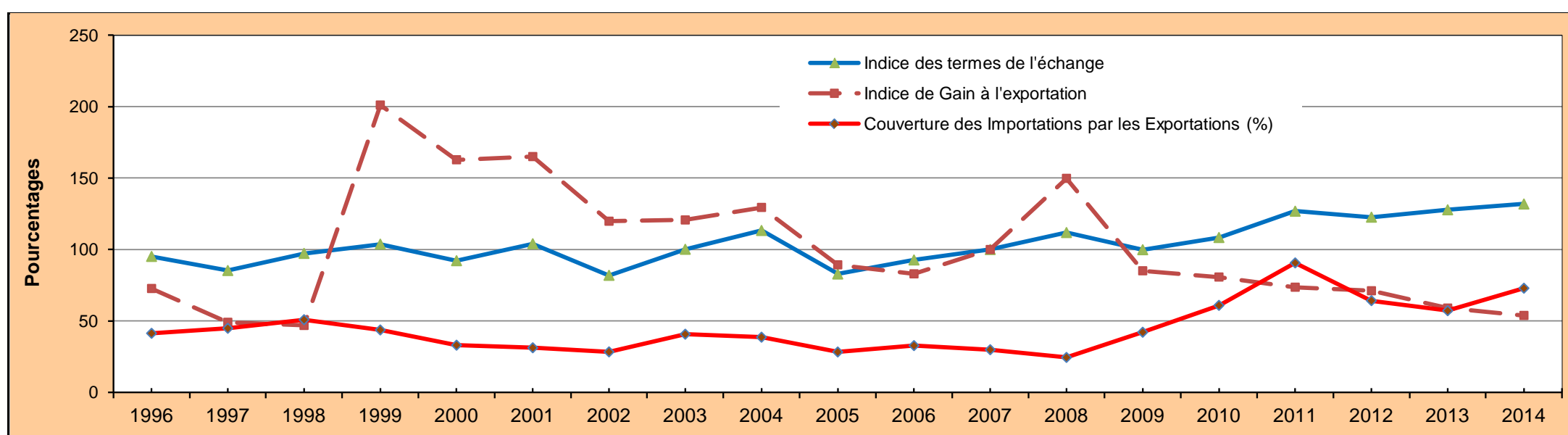
**- Prix des produits importés :**

Sur le marché du pétrole, les cours se sont redressés après trois trimestres d'affilée de baisse. Le baril de Brent au deuxième trimestre 2015 a gagné 8 dollars, soit 14,9% en ressortant à 62,1 dollars contre 54,0 dollars un trimestre auparavant. En glissement annuel, en dépit du rebond récent, les prix du pétrole sont toujours nettement inférieurs (-43,4% au deuxième trimestre 2015 contre -49,9% au premier trimestre). Exprimé en franc CFA, le prix de l'or noir est en hausse de 17,0% en rythme trimestriel et en baisse de 29,8% en glissement annuel. Les cours du pétrole ont été influencés principalement par des signes d'un ralentissement de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis et par une demande mondiale de pétrole qui s'est accélérée légèrement.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	Var. 2014	
						Var./2013	Var./2012
Indice prix à l'exportation	130,5	150,2	156,9	159,7	148,7	-6,9%	-5,2%
Indice prix à l'importation	120,4	118,5	128,0	124,1	112,8	-9,1%	-11,9%
Indice des termes de l'échange	108,4	126,8	122,6	127,8	131,8	3,2%	7,5%
Indice de gain à l'exportation	80,8	73,6	71,1	59,0	53,9	-8,7%	-24,3%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	60,9	90,6	64,2	57,2	72,9	27,5%	13,6%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011.

Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 90,6% en 2011; à 64,2% en 2012; à 57,2% en 2013 et 72,9% en 2014. Cependant, le taux de couverture est passé à 101,1% au premier trimestre 2015.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.



## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MARHASA :	Ministère de l'Agriculture, des ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GÉSTION du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où  $X_{n,i}$  représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DGESS/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP